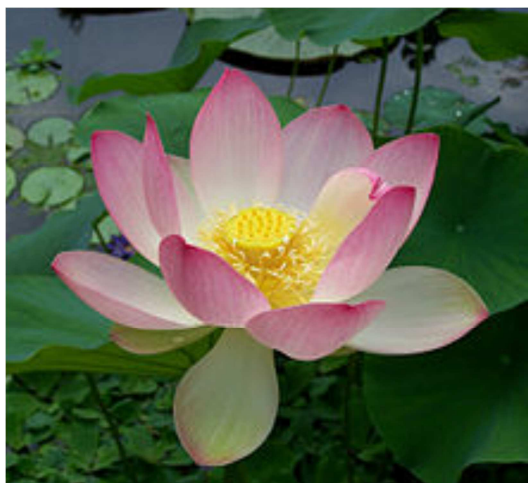


**GRAESE : Groupe de Recherches Asie de l'Est et du Sud Est**



**ETUDES ET DOCUMENTS DU GRAESE**

**Les apories de la modernisation spatiale  
face aux réalités indociles du développement  
rural et urbain dans les Suds**

**Jean-Philippe PEEMANS**

Centre d'Etudes du Développement, UCL, Louvain la Neuve  
Unité d'Economie et Développement rural, Gembloux Agro-Bio Tech, ULG  
Centre for Interdisciplinary Research on Rural Development (CIRRD),  
Hanoi University of Agriculture (HUA)

**N°13/2015**

# **Les apories de la modernisation spatiale face aux réalités indociles du développement rural et urbain dans les Suds<sup>1</sup>**

**Jean-Philippe PEEMANS**

---

<sup>1</sup> Texte à la base d'une communication au Séminaire « Coexistence et globalisation dans les Suds » Jeudi 26 mars 2015, Université Toulouse - Jean Jaurès

## INTRODUCTION

---

La présente contribution part de l'idée qu'il faut sortir d'une vision seulement agricole des ruralités dans les Suds puisque ces espaces sont en lien avec des logiques plus nombreuses et plus globales. On peut dire que « l'opposition ville-campagne est aujourd'hui dépassée, parce que ces deux entités sont tellement imbriquées voire complémentaires, et leurs multiples interrelations questionnent les notions mêmes d'« urbain » et de « rural ».

On voudrait explorer dans cette contribution certaines dimensions pouvant mettre en valeur les conflits d'acteurs qui sous-tendent cette évolution apparemment évidente. Au Sud, les enjeux de ces conflits concernent à la fois non seulement l'identité devenue problématique des territoires ruraux et urbains, mais aussi celle de la paysannerie, et leur place respective dans les processus de développement en cours et à venir.

Ce papier ne présente pas vraiment d'hypothèse, mais plutôt deux thèmes de réflexion critique articulés autour d'une même question : quel avenir pour le monde paysan dans les Suds dans la recomposition toujours plus accélérées des rapports entre espaces ruraux et espaces urbains ? Le premier thème concerne donc la place que la paysannerie et les espaces ruraux et urbains ont reçu dans le paradigme de la modernisation qui a tellement influencé et continue à influencer l'« imaginaire des acteurs dominants » du développement depuis la Seconde Guerre mondiale, tant au Sud que au Nord. Le deuxième thème est que à côté du paradigme de la modernisation, et malgré la robustesse et la résilience de ce dernier, on a de nouvelles pistes de réflexion qui renouvellent complètement le regard sur la paysannerie et sur les territoires ruraux et urbains au Sud, notamment en mettant en avant le rôle historique et actuel des acteurs populaires dans la production de ces territoires. On se référera surtout à l'expérience récente de l'Asie du Sud-Est.

On essaiera dans les remarques finales de situer quelques implications des réflexions proposées pour la recherche d'un développement rural et urbain un peu moins non durable que les tendances dominantes actuelles



## **1. VILLES, CAMPAGNES ET PLACE DE LA PAYSANNERIE DANS LA MODERNISATION NATIONALE ET LA NÉO-MODERNISATION GLOBALE**

Dès la période fondatrice des théories du développement entre 1950 et 1965, on peut voir une interaction forte entre les dimensions rurales et urbaines pour définir ce qu'est la modernisation, le paradigme emblématique de cette époque. L'aspect spatial était très visible dans cette doctrine. D'une part, à travers l'importance accordée au passage de la société à dominante agricole à la société à dominante industrielle, les théories et les pratiques de développement ont donné une grande importance aux rapports entre espaces ruraux et urbains, considérés comme des instruments des politiques de modernisation. Les villes et les campagnes étaient vues comme des espaces à adapter rapidement aux exigences de la modernisation. D'autre part, le seul territoire à construire, « à développer », était celui de l'Etat national moderne. Et la production agricole, tout comme le travail paysan, avaient un rôle instrumental dans la consolidation de l'Etat et du secteur industriel.<sup>2</sup>

Les paramètres de cette construction étaient ceux de la modernisation accélérée, derrière laquelle se profilait en fait la logique d'un « processus d'accumulation primitive » à travers laquelle étaient définis les rôles respectifs des campagnes et des villes. Ces dernières n'étaient pas envisagées comme des « territoires », mais devaient être des supports et des instruments des politiques de modernisation nationale. De même les populations locales n'étaient pas considérées comme des acteurs du développement, mais comme l'objet de ce dernier.

On peut rappeler aussi que les Etats modernisateurs ont voulu, et ont toujours été encouragés à se construire comme des Etats « forts », surtout du point de vue du contrôle et de l'incorporation des populations locales, identifiées soit au secteur « traditionnel » rural, soit, un peu plus tard, au « secteur informel urbain », les deux relevant de la notion d'espaces potentiellement problématiques en terme de sécurité nationale.

---

<sup>2</sup> Peemans J.Ph., Acteurs, histoire, territoires et la recherche d'une économie politique d'un développement durable, Mondes en Développement Vol.38-2010/2-n°150, p.23-49

En fait il y avait une violence non dite, mais fondatrice, dans la pensée de la modernisation : la petite paysannerie, identifiée à un monde de misère et d'arriération doit disparaître à terme dans le processus de modernisation, mais en même temps, dans la phase de transition, elle est un objet et un instrument de la modernisation, en fournissant un surplus agricole et une offre de main d'œuvre pour l'industrialisation et l'accumulation en général Et l'Etat doit jouer un rôle central dans cette transition, c'est la tâche du « nation building ».

Par exemple le contrôle autoritaire de la paysannerie dans la première phase d'industrialisation a été une caractéristique commune des pays dits du « miracle asiatique » tant au Nord Est qu'au Sud Est. Il ne s'agit en rien d'une accumulation vertueuse reposant sur le respect des règles du marché, mais bien d'une accumulation primitive brutale reposant sur les méthodes les plus coercitives.

Dans leur ensemble les politiques de « modernisation nationale » ont connu des succès limités, variables selon les pays du Sud, et selon les variantes d'inspiration libérale ou socialiste. Mais au cours des années 1970, elles ont été traversées par des contradictions de plus en plus nombreuses, notamment dues aux limites internes de la formation du capital. Quelque soient leurs performances en terme de taux de croissance elles ont montré une incapacité évidente à maîtriser les changements en cours dans les campagnes et les villes des Suds, et les prédictions optimistes des modèles dualistes se sont avérées chimériques.

L'évolution du contexte international après 1980 a eu une influence marquante sur l'évolution des réalités territoriales du développement. Un élément majeur de l'évolution de ce contexte a été les pressions socio-politiques et socio-économiques, d'origines diverses, qui ont entraîné, notamment à travers l'impact des politiques d'ajustement, une redéfinition du rôle des Etats-nations dans le développement. On a pu constater alors l'augmentation de l'influence de nouveaux acteurs transnationaux sur le plan économique et supranationaux sur le plan politique. Cette évolution s'est reflétée dans l'évolution de la pensée sur le développement. Le courant dominant est devenu le courant économique néo-libéral, qui a voulu définir désormais le développement comme un processus continu d'adaptation aux exigences de la libéralisation et de la globalisation des marchés. Dans cette vision, on ne peut donc pas dire que l'on ait abandonné l'approche de la

modernisation. On est passé d'un type de modernisation centré sur l'Etat-nation, à un type de modernisation centré sur le "Marché global". Ce passage a naturellement influencé la vision du rôle des espaces urbains et ruraux dans la vision dominante du développement. La compétitivité suppose de faire émerger des "pôles de performances" qui soient capables de regrouper des entreprises et des acteurs ayant la capacité de s'insérer dans les normes changeantes de la concurrence l'échelle mondiale.

A partir de ce moment, les « territoires » sont dès lors considérés comme des gisements de ressources humaines et matérielles qui permettent de s'insérer dans le global. Selon cette approche, le support territorial par excellence, c'est la « ville globale » ou à vocation globale. Le territoire urbain a pour vocation de se transformer en "global city".<sup>3</sup>

Ce courant néo-fonctionnaliste voyait (et continue à voir) la globalisation comme seul vecteur de la dynamique urbaine présente et future. La responsabilité des autorités politiques devient celle d'aider à construire une ville-territoire compétitive, construire des pôles de performance. Selon cette vue, il n'y a plus de distinction entre espaces urbains et non urbains, tous sont évalués par rapport à des critères de performance, de vitesse de flux, d'adaptabilité aux exigences de l'abolition des contraintes spatiales par rapport à l'immédiateté du temps réel. Selon F. Ascher, la ville globale concentre des flux d'informations, elle commande des réseaux, elle permet aux acteurs globaux de se rencontrer, de coopérer et d'élaborer des stratégies qui assureront la performance. Cette évolution est présentée comme une étape parallèle à l'émergence de la société d'information, et toutes deux paraissent inéluctables. De même qu'est inéluctable une sorte de hiérarchisation des villes dans une "économie d'archipels", ces archipels étant les pôles de performance et les zones qui en dépendent, les hinterland des "global cities", le tout formant un«

---

<sup>3</sup> Friedmann J., "The World City Hypothesis", *Development and Change*, 17, 1, 1986, p.69-83, Sassen S. *The Global City: New York, London, Tokyo*, Princeton University Press, Princeton, NJ, 1991; Knox P. and Taylor P. eds., *World Cities in a World-System*, Cambridge University Press, Cambridge, 1995, Castells M., *The Information City: Information Technology, Economic Restructuring and the Urban-Regional Process*, Basil Blackwell, Oxford, 1989

système métropolitain » dans une « société hypertexte », caractérisée par l'extrême flexibilité et l'incertitude.<sup>4</sup>

Dans ce qui a été vu comme un manifeste de la « dé-territorialité normative » l'« économie d'archipel » a voulu redessiner les rapports entre ville dense, espaces périurbains et ruraux, dans ce qui est désormais considéré comme la « ville diffuse », la « ville sans frontière », à l'image de l'« économie sans frontière » et cette tendance est inéluctable. Selon cette conception, il ne faut plus parler de ville, image passéiste, mais de « substance urbaine ».<sup>5</sup>

Bien que cette vision très normative de la « ville globale » compétitive aient été élaborée initialement au Nord, elle a trouvé un relai complaisant, voire enthousiaste, parmi de nouvelles couches d'élites au Sud, surtout en Asie de l'Est et du Sud-Est et dans divers pays d'Amérique latine et du monde arabe. Dans de nombreux pays du Sud cette logique de territoires compétitifs a de plus en plus été appliquée aussi aux espaces ruraux. Soit comme hinterland de "pôles urbains de performance" (cas des zonings industriels, des zones franches, etc.), soit comme "pôles de performance" agricoles, à travers la mise en place d'une agriculture très orientée par la logique productiviste, à travers la diffusion du « modèle fermier de modernisation », mis en place dès les années soixante, en Europe à travers la PAC, au Sud à partir de la mise en œuvre des politiques de la « Révolution Verte ».<sup>6</sup>

A partir des années 1980-1990, ce modèle qui peut être considéré comme un modèle intermédiaire entre une agriculture paysanne et une forme tout à fait capitaliste d'organisation de l'agriculture, a été tourné de plus en plus vers l'exportation de nouveaux produits de qualité demandés par les catégories de hauts revenus sur le marché mondial, et mis en

---

<sup>4</sup> Ascher F., *Metapolis ou l'avenir des villes*, Editions Odile Jacob, Paris, 1995, Arscher F., *Les nouveaux principes de l'urbanisme*, Editions de l'Aube, La Tour d'Aigues, 2004

<sup>5</sup> Peemans J.-Ph., *Développement, identités culturelles, villes et territoires: quelques aspects Nord-Sud*, in B. Declève et D. Hibo, eds., *Développement territorial et mutations culturelles*, Presses Universitaires de Louvain, Louvain la Neuve, 2004, p.27-47 ; c'est l'architecte-urbaniste R. Koolhaas qui a avancé ce concept de « substance urbaine » : Koolhaas R., *"Globalization"*, S, M, L, XL, New York, Rotterdam, 1995

<sup>6</sup> Peemans J.-Ph., *Modernisation, globalisation et territoires: l'évolution des regards sur l'articulation des espaces urbains et ruraux dans les processus de développement*, *Revue Tiers Monde*, Tome XXXVI, n°141, 1995, pp. 17-41



œuvre par une petite minorité d'entrepreneurs agricoles fortement enserrés dans des filières contrôlées par de grandes entreprises transnationales du secteur agro-alimentaire.

L'émergence des exploitations du « modèle fermier de modernisation » a profondément modifié les paysages ruraux avec l'apparition d'exploitations mécanisées, chimisées et exigeant le remembrement de grandes surfaces. Cela été le cas entre autres aussi bien au Brésil, que au Maroc, ou en Thaïlande. La plupart du temps ces grandes exploitations sont restées des îlots au milieu d'un océan de micro-exploitations paysannes, tout en contribuant à la marginalisation de celles-ci. Les migrations campagnes-villes en ont été accélérées, avec la dilatation quasi illimitée des zones urbaines périphériques. Cette péri-urbanisation désordonnée a été encore accentuée par les migrations en sens inverse des nouvelles classes moyennes cherchant à se réfugier dans de nouvelles « cités-satellites », plus ou moins organisées en « communautés clôturées, -gated communities-» au-delà des limites floues du chaos de la « ville dense ». Cette nouvelle « mobilité des élites » a contribué à augmenter ce dernier, notamment avec un réaménagement des centres urbains historiques selon les seules exigences des infrastructures routières lourdes liant les gratte-ciels à prétention globaliste des quartiers d'affaires avec les « cités-satellites », Sao Paulo et Bangkok étant des exemples presque parfaits de ce chaos planifié.

Dans de nombreuses régions du Sud on peut dire que les réalités éclatées de la « ville diffuse » ont précédé la fiction normative élaborée au Nord sur les vertus de cette « ville diffuse » vue comme le symbole d'un nouveau monde sans frontières. Et dans ces réalités éclatées il y avait l'approfondissement continu de la dépendance alimentaire d'un grand nombre de ces conglomérats urbains, dans la ligne des « cheap food policies » reposant sur l'importation massive de surplus agricoles du Nord avec le soutien intéressé des politiques dites de « sécurité alimentaire » (notamment le programme US PL480). Une des conséquences les plus perverses de ces politiques a été de couper le lien potentiel pouvant exister entre la production vivrière à base paysanne et l'expansion des marchés urbains, contribuant ainsi à amplifier la marginalisation de la petite paysannerie.

Il n'est pas sans intérêt de souligner ici brièvement le décalage entre ces réalités et les différentes variantes du discours modernisateur sur le

monde paysan dans les années 1980-1990. La libéralisation et l'ouverture des marchés nationaux, les privatisations des organismes et interventions étatiques dans le domaine agricole, l'effacement obligé des Etats sous la pression des politiques d'ajustement, la concurrence accrue entre « pôles de performance agricoles » du Nord et du Sud sous l'égide des oligopoles agro-industriels, se sont conjugués avec d'autres éléments pour entraîner dans les années 1980-1990 une baisse structurelle des prix agricoles sur les marchés mondiaux. Cette évolution a entraîné à la fois une perte d'intérêt pour le secteur agricole comme secteur vecteur de rentabilité à l'échelle globale et une pression accrue sur la petite paysannerie.<sup>7</sup>

Cette nouvelle poussée vers une marginalisation du monde paysan endogène aux politiques impulsées par la néo-modernisation, a vu une réactivation, sous une forme nouvelle, du discours sur l'arriération de la paysannerie, incapable de s'adapter aux opportunités offertes par le marché. Le monde paysan disparaît comme acteur et devient l'objet préféré des discours et pratiques centrés sur la réduction de la pauvreté. Les politiques dites de développement sont de plus en plus confinées dans cette tâche à la fois marginale par rapport aux changements en cours, et magnifiée au nom de l'éthique et des responsabilités de la « communauté internationale » en train d'affirmer son hégémonie sur l'économie mondiale.

Malgré leur prétention à l'originalité, les discours sur la pauvreté des années 1990 et 2000 s'inscrivaient bien dans la logique déjà ancienne du paradigme de la modernisation. Les "pauvres" étaient vus comme devant être libérés de leur "culture de dépendance", notamment à l'égard de l'Etat, et à travers la promotion d'« une nouvelle mentalité économique », être transformés en entrepreneurs et en consommateurs capables de payer les coûts de ce qui leur permettra d'améliorer leur niveau de vie.<sup>8</sup>

Cette approche voulait s'inscrire dans la vision popularisée par A. Sen selon qui la pauvreté est avant tout une situation d'absence de liberté (unfreedom), et les pauvres manquent des capacités pour définir leurs propres intérêts et puis les mettre en œuvre. Il faut donc les aider à

---

<sup>7</sup> World Bank, Directions in Development: Agriculture and Poverty Reduction. Agriculture and Rural Development Department. Washington, September 2004

<sup>8</sup> SALMEN L., Reducing Poverty: an Institutional Perspective, in Poverty and Social Policy Series 23, 1, World Bank, Washington, 1992

acquérir cette capacité. Dans la mesure où cette vision de la liberté, est centrée sur l'acquisition des capacités individuelles, définies de manière étroite, elle est devenue une sorte de fondement éthique de la vision néolibérale de la pauvreté : une pauvreté en attente de libération par l'entrée dans la modernisation.<sup>9</sup>

La « paysannerie », comme acteur collectif, a perdu toute visibilité, transformée définitivement en masse de pauvres à assister par des ONG se disputant les hyperboles du misérabilisme ou des exigences de la démocratisation. La paysannerie n'est plus visible la plupart du temps que à travers les discours des « brokers » selon les thèmes porteurs des projets financés par les bailleurs : « gouvernance locale », soutien à la « société civile », programmes de micro-crédit, de « micro-initiatives », promotion de la « micro-entreprise en région rurale », et d'autres formes diverses qui toutes mettent l'accent sur le « local », la « participation », voire l'« empowerment » des « femmes rurales pauvres » etc. Mais c'est un « local » où la population n'est vue, dans la grande majorité des cas, que en terme de victime ou d'assistée. Même quand le terme « paysan » apparaît c'est pour évoquer des projets « top-down » fermement encadré par les injonctions des bailleurs de fonds. Le résultat majeur de ces discours qui ont abouti au tournant des années 2000, aux PSRP (Programmes Stratégiques de réduction de la Pauvreté), et aux OMD a été de définir, seulement en termes de "pauvreté", les couches populaires, paysannerie et petits producteurs urbains.<sup>10</sup>

L'exaltation du « local » comme lieu de réinvention d'un marché paré désormais de vertus thérapeutiques contre la pauvreté, s'est inscrit comme une composante majeure du concept de gouvernance mis en avant dans les années 1990, comme lieu de redéfinition des rapports

---

<sup>9</sup> SEN A. *Development as freedom*. New York: Random House, 1999; NUSSBAUM M. *Women and human development: the capabilities approach*, Cambridge University Press, Cambridge, 2000.

<sup>10</sup> Cooke B., & Kothari U. (eds), *The Tyranny of Participation*, Zed Books, London, 2001.; Cornwall A. & Brock K., *What do Buzzwords do for Development Policy? A critical look at 'participation', 'empowerment' and 'poverty reduction'* *Third World Quarterly*, Vol. 26, No. 7, 2005, pp 1043-1060; Craig D. & Porter D., 'Poverty Reduction Strategy Papers: a new convergence', *World Development*, 31(1), 2003, pp 53-69; Stewart F. & Wang M., *Do PRSPs Empower Poor Countries and Disempower the World Bank, Or Is It the Other Way Round?* QEH Working Paper No 108, Oxford University Press, Oxford, 2003.

entre l'Etat et le Marché. Cette gouvernance des années 1990-2000 proposait en fait un modèle universaliste d'Etat léger géré selon des règles s'apparentant plus aux principes d'une saine comptabilité d'entreprise qu'à ceux de la souveraineté politique. La Banque Mondiale a joué un rôle central dans l'élaboration et la diffusion de cette nouvelle doctrine. Le concept de gouvernance a joué un rôle décisif pour affaiblir la liaison univoque antérieure entre souveraineté et territoire dans le cadre de l'Etat-Nation. A partir des années 1990, l'Etat-Nation a vu de plus en plus ses pouvoirs redéfinis et surveillés par une « communauté internationale » qui sans avoir de base territoriale définie s'est assignée des missions « sans frontières » à vocation globale, toujours plus nombreuses et impérieuses.<sup>11</sup>

On peut donc dire que dans cette optique, le référent majeur n'est plus l'espace national, mais l'espace global. Mais ce passage a un aspect paradoxal : l'avènement de l'espace global a remis en valeur l'espace local, vu antérieurement comme lieu de la tradition, mais désormais appelé à se transformer en support des "pôles de performance" à vocation de compétitivité globale. Tout comme l'espace national est soumis aux exigences du global par la « gouvernance », l'espace local lui aussi doit être inséré dans une dynamique orientée par les acteurs globaux. Les vertus multiples imputées au « local-rural », et surtout du « rural-local-global » ont été encouragées par un nouveau courant de recherches qui s'est affirmé à cette époque. Dans le sillage des discours sur les OMD, et de la place de la « lutte contre la pauvreté » occupée dans ceux-ci, une partie du discours néo-modernisateur sur les rapports entre agriculture et développement a montré depuis le début des années 2000 un intérêt nouveau pour une réévaluation du rôle de l'agriculture dans la réduction de la pauvreté de masse.

Un premier type d'argument avancé par ce courant était le rôle que les nouvelles connaissances en matière de génétique pourrait faire envisager pour l'agriculture, à travers des possibilités de hausse spectaculaire de la productivité, en particulier dans les pays en développement. Cela devrait bénéficier notamment aux agriculteurs pauvres et devenir ainsi un levier

---

<sup>11</sup> Hyden G. & Bratton M., *Governance and Politics in Africa*, Lynne Rienner Publishers, Boulder, 1992; World Bank, *Governance and Development*, The World Bank, Washington DC, 1992; Sparke M., *Political geography: political geographies of globalization (2) – governance*, *Progress in Human Geography*, 30, 2006, p.357-372

important dans la lutte contre la pauvreté en région rurale. Alors que depuis les années 1960, les recherches agro-biologiques concentraient leurs efforts sur les céréales de base (blé, maïs et riz) des progrès importants avaient en effet été réalisés dans le domaine des cultures dites « orphelines », comme le sorgho, le mil, le manioc, qui n'avaient guère reçus de priorité et qui concernent l'alimentation de centaines de millions de ménages ruraux pauvres.<sup>12</sup>

Selon d'autres auteurs, le renouvellement de l'intérêt pour l'agriculture venait notamment de l'expansion des grandes chaînes commerciales de l'agro-alimentaire dans la plupart des pays du Sud, et leur demande de produits agricoles locaux correspondant à des critères stricts d'hygiène et de qualité. La diversification de la production alimentaire vers des produits à prix relatifs élevés, devait permettre aux petites unités de production de s'insérer dans la chaîne de la valeur ajoutée contrôlée en aval par les super-marchés.<sup>13</sup>

Cependant cette vision optimiste et inclusive du rôle assigné au « local rural » comme « nouvelle frontière » du global, était radicalement niée par d'autres tendances du courant néo-modernisateur. Une partie importante des économistes parlant du rôle de l'agriculture dans le développement continuaient à affirmer que les investissements à réaliser en région rurale pour soutenir l'agriculture ont un coût d'opportunité élevé, et que les ressources seraient mieux utilisées pour stimuler une croissance urbaine tournée vers l'exportation de biens manufacturés et de services, et reposant sur l'importation de produits alimentaires à bas prix. Des auteurs comme M. Rozenzweig et A. Wood n'ont pas hésité au début des années 2000 à prédire, voire à préconiser, l'abandon de tout soutien à l'agriculture dans les « pays pauvres » surtout en Afrique. Il ont même affirmé que, dans le cas de l'Afrique, il valait mieux favoriser la migration massive des populations rurales vers les villes côtières, qui pourraient

---

<sup>12</sup> Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO), *State of Food and Agriculture, 2003/4: Agricultural Biotechnology: Meeting the Needs of the Poor?* Rome, 2004; Naylor R., Walter, Falcon W.P., et al., "Biotechnology in the Developing World: A Case for Increased Investment in Orphan Crops," *Food Policy*, 2004, Vol. 29, p. 15-44;

<sup>13</sup> Reardon T., Timmer C.P., Barrett C.B., and Berdegue J.A., "The Rise of Supermarkets in Africa, Asia, and Latin America." *American Journal of Agricultural Economics*, 2003, Vol. 85, No. 5, pp. 1140-46.

produire à bas coûts des biens manufacturés pour l'exportation, et être nourries par les importations alimentaires à grande échelle <sup>14</sup>

Ces arguments étaient au cœur d'un courant de pensée qui s'est affirmé avec vigueur depuis les années 1990, surtout dans le sillage des idées néo-libérales, mais aussi à travers une approche inspirée du néo-marxisme et pour qui la « déagrarisation » et la « dépaysonisation » des pays du Sud sont des tendances inéluctables. Pour les deux tendances ce sont les transformations structurelles de l'économie mondiale qui rendent cette évolution irréversible.<sup>15</sup>

D'autres auteurs ont partagé et partagent encore cette approche tout en affirmant l'importance d'axer les politiques sur l'amélioration des conditions de la « transition agraire », notamment en promouvant des politiques urbaines plus inclusives pour les nouveaux migrants.<sup>16</sup>

En fait la thèse de la « transition agraire », libérale ou marxienne, s'inscrit depuis longtemps dans la vision linéariste d'un modèle unique et universel de développement.

---

<sup>14</sup> Rozenzweig M., "Should Africa do any agriculture at all?", Harvard Magazine, 2004, p. 57; Wood A., "Could Africa Be Like America?." Address to the Advisory Board of the Research Program on Enterprise Development (RPED), World Bank, Washington, 2002

<sup>15</sup> Bryceson D., & Jamal F., Farewell to Farms: Deagrarianisation and Employment in Africa, Aldershot, Ashgate, 1999 ; Bryceson D., Kay C. and Mooij J., Disappearing Peasantries? Rural Labour in Africa, Asia and Latin America., ITDG, London ,2000

<sup>16</sup> Rigg, J., Land, farming, livelihoods, and poverty: rethinking the links in the rural South, World Development, 2006, 34 (1), p.180-202.; Elson, R ., The end of the peasantry in Southeast Asia: A social and economic history of peasant livelihood. London, Macmillan Press, London, 1997

## **2. OBSTINATION ET INCOHÉRENCE DES DISCOURS NÉO-MODERNISATEURS FACE AUX CRISES CONJONCTURELLE ET STRUCTURELLE DE L'AGRICULTURE DANS LES SUDS**

Cependant dans la première partie des années 2000, en matière de développement rural, c'est la version optimiste de l'avenir du « rural-local-global » qui a prédominé dans le discours néo-modernisateur du groupe de la Banque Mondiale. L'intérêt nouveau manifesté par un courant non négligeable d'économistes néo-libéraux pour les rapports entre agriculture, réduction de la pauvreté et développement, a été relayé par diverses publications de cette institution.<sup>17</sup>

Cela a abouti à la publication, en 2008, du Rapport sur le développement dans le monde (RDM), consacré aux relations entre agriculture et développement. Ce RDM 2008 a approché, dans une perspective étonnamment optimiste les nouvelles opportunités qui s'offrent, selon lui, pour relancer des politiques actives en faveur de l'agriculture dans les PVD.<sup>18</sup>

L'axe du rapport a été centré sur la nécessité d'augmenter la productivité agricole, notamment dans la production alimentaire. On pourrait croire, à première vue, que il y a eu dans ce rapport un changement notable de la position de la BM concernant les rapports entre agriculture et développement, en accordant notamment un rôle nouveau à l'Etat et aux collectivités locales dans la mise en œuvre de politiques de développement correspondant aux besoins concrets et aux aspirations nationales et locales des populations . En réalité l'attention nouvelle accordée à ces acteurs reste bien rigoureusement encadrée par les impératifs du marché global, la priorité à donner aux conditions de la compétitivité de la croissance, et à l'ouverture des espaces nationaux et locaux au commerce international. Le rôle des petites exploitations est soutenu tant que il s'inscrit dans les limites de l'efficacité définie par le marché, mais sinon elles doivent laisser la place aux grandes exploitations liées aux grandes firmes agro-alimentaires. De même le rôle des

---

<sup>17</sup> Dorward, A., Kydd J., Morrison J., and Urey I., "A Policy Agenda for Pro-Poor Agricultural Growth." World Development. Vol. 32, no. 1, 2004, pp. 73-89

<sup>18</sup> Banque Mondiale, Rapport sur le développement dans le Monde, L'Agriculture au service du Développement, version française, Washington, 2008

associations doit être essentiellement un rôle d'insertion compétitive dans le marché. Il en est de même en ce qui concerne le « rôle nouveau » attribué à l'Etat qui doit surtout consolider le marché là où celui-ci ne peut accomplir les fonctions qui vont assurer le développement. En fait l'Etat doit surtout continuer à libéraliser l'agriculture et à l'ouvrir au commerce international.

On peut remarquer que dans ce rapport il n'y avait aucune référence à la situation alimentaire de l'année 2008 avec l'explosion des prix agricoles. Le rapport est enfermé dans un discours normatif totalement déconnecté des réalités manifestées par cette crise. Un autre point remarquable est l'effort manifesté par le rapport pour essayer de récupérer des fragments de discours critiques (notamment le rôle de l'associatif) pour les réintégrer de manière fonctionnelle dans l'orthodoxie néo-libérale. Le RDM 2008 tentait donc de présenter une vision œcuménique d'un développement rural rencontrant les objectifs simultanés de réduction de la pauvreté rurale et de l'accélération de l'accumulation en région rurale.

Les limites de cet exercice schizophrénique ont été accentuées par la publication du Rapport sur le développement dans le monde de 2009 (RDM 2009) Le RDM 2009 était centré sur l'avenir de l'urbain dans l'économie globale. Le RDM 2009 voulait redessiner les contours d'une géographie économique de la compétitivité et de la performance en rapport avec les exigences d'un développement durable et inclusif. Malgré cette ambition affichée, le RDM 2009 était avant tout un exposé des nouvelles tendances de la géographie économique, qui en essayant d'intégrer les trois concepts de densité, distance, division, veut montrer l'intérêt de donner la priorité à la concentration géographique de l'activité économique. Cette concentration dans des pôles d'activité compétitifs est censée assurer les meilleures conditions de la performance pour l'insertion d'une région dans l'économie globale. Le rapport se référait surtout à des exemples d'« agglomérations gagnantes » dans les régions atlantiques et asiatiques, et plaidait pour une forte concentration géographique des investissements porteurs de croissance.<sup>19</sup>

Ce rapport s'inscrivait lui donc manifestement dans la vision déjà mentionnée du courant néo libéral affirmant que l'avenir économique des

---

<sup>19</sup> World Development Report 2009: Reshaping Economic Geography. Washington, DC: The World Bank, 2009



pays du Sud se trouve uniquement dans la promotion de « villes globales gagnantes », et que les couts d'opportunité de l'investissement dans l'agriculture paysanne sont exorbitants face à ces possibilités., notamment en Afrique. Qu'on le veuille ou non, il prenait donc le contrepied du RDM 2008 sur l'avenir prometteur du « rural-local » à travers des synergies prometteuses entre investissement agro-alimentaire global, et petits producteurs locaux intégrés dans les chaînes de valeur globales.

On peut donc dire que les rapports sur le développement 2008 et 2009 de la Banque Mondiale ont tenté de définir les contours d'une nouvelle orthodoxie autour du rôle des campagnes et des villes dans le développement, en proposant une vision forte de ce que devraient être la nature et la place des acteurs dans une géographie socio-économique d'un développement entendu comme l'adaptation des espaces ruraux et urbains aux exigences de la compétitivité globale. On doit cependant bien constater leur incohérence manifeste, et la pertinence marginale de leurs analyses par rapport aux évolutions majeures en cours (surtout le rapport 2008).

Ces évolutions étaient la résultante de mouvements contradictoires provoqués par les actions et réactions des acteurs dominant les marchés agricoles. Alors que la baisse structurelle des prix agricoles depuis 1980 décourageaient les investissements productifs, à partir des années 2000, de nouvelles opportunités sont apparues pour une catégorie de produits agricoles pouvant se substituer aux carburants fossiles. Ce nouvel horizon a entraîné des effets collatéraux (spéculation sur certains produits agricoles ciblés transformés en « derivatives », concurrence dans l'allocation des sols entre cultures anciennes et nouvelles, baisse des stocks existants pour raisons climatiques) qui se sont dénoués dans une conjoncture de crise, courte mais violente, en 2008-2009. On ne peut s'empêcher de souligner que cette crise a pris par surprise les institutions supra-nationales théoriquement en charge des stratégies agricoles, et qui ont tenté tant bien que mal d'en rationaliser les causes à posteriori tout en ne s'écartant en rien de l'orthodoxie néo-libérale et des principes de la néo-modernisation en vigueur depuis les années 1980.<sup>20</sup>

---

<sup>20</sup> OECD-FAO Agricultural Outlook 2008-20017, May 2008,

On n'a vu apparaître aucune coalition d'acteurs souhaitant, à l'échelle internationale, prendre les mesures réglementaires qui s'imposaient pour mettre fin à la spéculation, et surtout pour imposer des normes de politiques agricoles autres que celles mises en place pour conforter les acteurs du complexe agro-industriel global. Bien au contraire, la seule crainte exprimée était que la situation engendre une reprise en main des marchés par les Etats et le retour vers une politique de « souveraineté alimentaire » plus ou moins forte. Il était réaffirmé, en dépit de l'évidence des réalités, que la seule voie possible était de poursuivre la libéralisation des marchés à l'échelle mondiale.

En fait, la crise des « food prices » de 2007-2008 n'a été qu'un symptôme supplémentaire de l'approfondissement de la crise agricole structurelle, endogène à la logique même du complexe agro-industriel dans le capitalisme global, et surtout de la composante agricole qui en dépend . Les choix politiques effectués ou annoncés au cours de cette conjoncture de crise 2007-2009 se sont donc inscrits dans la continuité d'un ensemble de choix politiques qui ont été faits à différents moments de l'histoire récente et qui ont imposé d'abord un modèle unique de modernisation agricole dans les espaces nationaux au cours des années 1960-1970, puis ont encore imposé l'ouverture de ces derniers aux normes des acteurs globaux de la néo-modernisation des années 1980-1990.

Le seul évènement marquant s'est inscrit dans une accélération des mouvements d'investissements agricoles à grande échelle déjà remarqués au début de la décennie, et désormais réorientés en partie vers des spéculations alimentaires et foncières liées à celles-ci. Cela a donné lieu à des dizaines de contrats ou projets de contrats destinés à accorder de vastes concessions de terre, évaluées à plusieurs millions d'hectares, à des investisseurs et fonds souverains étrangers, aux intentions souvent peu claires et profil parfois très flou. De nombreux pays africains ont choisi cette voie hasardeuse. Les estimations quant aux superficies concédées varient selon les sources. Entre 2000 et 2010, l'ensemble des terres concernées, vendues ou louées s'élèverait à plus de 200 millions d'hectares, en 2010, elles étaient autour de 20 à 30 millions d'hectares pour l'ensemble de l'Afrique.<sup>21</sup>

---

<sup>21</sup> Brown L., *The New Geopolitics of Food*, Foreign Policy, Mai 2011; Baxter J., « Ruée sur les terres africaines », *Le Monde diplomatique*, Janvier 2010

Les discussions autour du thème de « l'accaparement des terres » ont stimulé un mouvement de recherche empirique et de réflexion théorique, donnant la « question agraire » une nouvelle place centrale. Mais elles restent largement confinées à la récente vague de « l'accaparement des terres », comme si c'était un événement sui generis, dont l'ampleur inattendue perturbe les conditions pour le développement de l'agriculture dans le Sud et constitue une menace d'une ampleur sans précédent pour l'avenir de la paysannerie.

Malgré les références éparses à l'histoire de l'enclosure dans la formation du capitalisme agraire, la perspective historique dans la littérature est très limitée. Une approche historique est cependant nécessaire pour remplacer la phase actuelle de « l'accaparement des terres » dans le processus de long terme par lequel les ressources foncières des communautés paysannes ont été transférées en permanence aux acteurs guidés par une logique d'accumulation. Ces vagues historiques d'enclosure ne peuvent pas être isolées d'un cadre idéologique qui, depuis plusieurs générations, a présenté une vision négative du monde paysan. Tout au long de l'histoire, cette idéologie a légitimé les mouvements d'enclosure, et ceux-ci ont renforcé l'évolution vers la marginalisation d'une paysannerie affaiblie. Les théories de la modernisation - au cœur de la formation de la pensée du développement après WWII ont continué et revigoré cette tradition en essayant de lui donner de nouvelles bases scientifiques. Leurs arguments n'ont pas cessé de se renouveler autour du même axe liant privatisation des terres et nécessaire modernisation, pour soutenir la croissance ou réduire la pauvreté.

Un rapport de 2011 de la Banque Mondiale a reconnu les risques associés à ces opérations, mais n'a pas hésité à affirmer que malgré tous les bénéfices à long terme en terme de croissance et donc de réduction de la pauvreté, justifient le choix en faveur des grandes concessions foncières.<sup>22</sup>

Une nouvelle illustration récente est l'intégration de l'environnement dans le discours anti-paysan avec le livre de l'économiste P. Collier qui affirme que la protection de l'environnement en Afrique exige l'éradication de la petite paysannerie gaspilleuse de ressources naturelles dans une agriculture parcellaire sans avenir. Il estime que seulement les

---

<sup>22</sup> Deininger K., Byerlee D., Lindsay J. et al., Rising global interest in farmland: can it yield sustainable and equitable benefits? Washington, DC: The World Bank, 2011

exploitations agricoles à grande échelle peuvent être bénéfiques pour la croissance et la protection de l'environnement.<sup>23</sup>

La permanence du biais anti-paysan illustre que l'accaparement des terres ne peut pas être séparé de l'arsenal idéologique et politique qui ont en permanence renforcé une identité négative de la paysannerie. Il est important de souligner la dimension culturelle des stratégies anti-paysannes manifestées notamment lorsque les terres des collectivités locales sont décrétées arbitrairement « terres vacantes » par les Etats, comme au début de la colonisation.<sup>24</sup>

Ce nouveau type de « Scramble for Africa », autrement dit de néo-colonialisme agraire, risque évidemment d'avoir des effets catastrophiques sur l'avenir de la petite paysannerie, menacée de dépossession massive des terres communales ancestrales. Un regard historique permet de nuancer une approche purement « catastrophiste ». On a pu montrer que dans le cas du Congo (RDC) la présente vague de « land grabbing » est en fait la sixième depuis le début de l'époque coloniale, et cependant la petite paysannerie congolaise est non seulement cinq fois plus nombreuse que à la fin de la période coloniale, mais en plus témoigne d'une grande résilience et d'une grande vitalité. Ce sont des éléments de ce type qui permettent, parmi d'autres, de dépasser les limites du carcan imposé par les diverses variantes du discours modernisateur depuis de longues décennies, et continuer, malgré tout, à rechercher les voies d'un développement rural durable dans les Suds.<sup>25</sup>

En outre ils permettent de questionner le rapport entre acteurs et territoires en train de s'élaborer à travers la politique des grandes concessions. Il est évident que celles-ci sont appelées à remodeler radicalement de grandes parties des campagnes africaines et des paysages ruraux. En même temps elles risquent de participer à une nouvelle forme de découplage entre le rural et l'urbain. Si dans les

---

<sup>23</sup> Collier, P., *The Plundered Planet: How to Reconcile Prosperity with Nature*. Allen Lane, London, 2010

<sup>24</sup> de Schutter O., *The Green Rush: The Global Race for Farmland and the Rights of Land Users*, Harvard International Law journal / Vol. 52, Summer 2011

<sup>25</sup> Peemans J.Ph., *Land grabbing and development history: The Congolese experience*, in Ansoms A. and Hilhorst T., *Losing your Land, Dispossession in the Great Lakes*, James Currey, Woodbridge, 2014, p.11-35

politiques de modernisation nationale ,les politiques dites de « cheap food » ont rendu les villes dépendantes des surplus agricoles importés, en coupant l'accès à leur marché pour la petite paysannerie, dorénavant les nouvelles grandes plantations du « land grabbing » auront pour objectif de nourrir des villes ou d'abreuver les moteurs hors du territoire national, sans résoudre la question de la dépendance alimentaire des villes du pays, et encore moins la question de l'incorporation de la petite paysannerie dans une chaîne alimentaire pouvant améliorer sa situation.

Au terme de cet examen des différentes variantes récentes du discours néo-modernisateurs, on doit bien constater que ils ne diffèrent que par la méthode, plus ou moins radicale, d'exécuter la « solution finale » destinée à faire disparaître la petite paysannerie des paysages ruraux et des programmes de développement.



### **3. LES MULTIPLES VOIES D'UNE REDÉCOUVERTE DE LA PAYSANNERIE COMME ACTEUR DU DÉVELOPPEMENT RURAL**

L'introduction a présenté ce deuxième thème : à côté du paradigme de la modernisation, et malgré la robustesse et la résilience de ce dernier, on a la fois de nouvelles pistes de réflexion qui renouvellent complètement le regard sur le monde paysan au Sud, notamment en mettant en avant le rôle historique et actuel du monde paysan dans la production des territoires ruraux.

En même temps les changements en cours montrent que le monde paysan n'a plus le caractère homogène que lui attribuaient les diverses versions de la modernisation, et que à cette évolution correspond une différenciation croissante des territoires ruraux. On est bien loin du « village asiatique idyllique » et du « village africain traditionnel ».

En outre de nombreux éléments permettent de voir que à la recomposition du monde rural correspond l'émergence des réseaux toujours plus denses d'une économie populaire informelle reliant les campagnes et les villes, et où une certaine catégorie issue de la paysannerie occupe une place toujours plus visible. L'évolution du monde paysan doit donc occuper une place non marginale dans toute réflexion sur l'avenir des relations entre le rural et l'urbain dans les Suds.

On a évoqué ci-dessus le RDM 2008 qui s'est présenté lui-même comme novateur et a mis en exergue l'importance de l'intérêt renouvelé pour l'agriculture qu'il manifestait. Cependant un élément peut être plus important que le rapport lui-même a été la vague de critiques plus ou moins radicales dont il a fait l'objet remettant en cause l'ensemble de son approche des problèmes du monde rural au Sud.<sup>26</sup>

La plupart des critiques ont mis en avant l'idée que en fait le RDM 2008 était surtout un rapport préoccupé par le rôle du secteur agro-alimentaire plus que par la place de l'agriculture. Le rapport présente le secteur agro-alimentaire comme l'acteur qui peut favoriser l'expansion du marché au bénéfice des petits producteurs, mais il ignore le fait que la plupart du temps les diverses firmes de ce secteur, et celles de la grande distribution,

---

<sup>26</sup> Journal of Agrarian Change, Vol. 9 No. 2, April 2009

sont devenus des grands groupes oligopolistiques qui contrôlent toute la chaîne agro-alimentaire.<sup>27</sup>

Un autre argument avancé a été que le rapport, derrière l'écran d'une rhétorique favorable aux petits producteurs, veut en réalité favoriser l'émergence d'une classe de fermiers moyens ou riches, qui peut entrer dans des relations de contractualisation avec les grandes firmes. Pour A. Akram-Lodhi, cette évolution ne peut que créer une tendance toujours plus forte à la différenciation sociale dans le monde rural, avec une marginalisation croissante de la petite paysannerie. En outre cette évolution risque de ne pas bénéficier longtemps aux fermiers moyens qui auront émergé à travers la concentration de la terre et des ressources locales, parce que ce seront eux qui deviendront alors les premières cibles des contrats léonins imposés par les grandes firmes.<sup>28</sup>

D'autres auteurs ont souligné le caractère problématique des recommandations du RDM 2008 et son incapacité à situer les véritables enjeux du développement rural de l'avenir. Selon P. Mc Michael, le rapport ne prévoit aucun mécanisme institutionnel sérieux permettant d'assurer à la fois la protection de l'environnement et la reproduction durable d'une agriculture de petits producteurs. Celle-ci semble destinée uniquement à nourrir les populations urbaines riches du Sud et du Nord, tout en étant soumise aux pressions des surplus alimentaires de ce dernier.<sup>29</sup>

Ces critiques avaient le mérite de déchirer le voile unanimiste du discours néo-modernisateur en montrant que en fait derrière lui c'était les stratégies et les intérêts des acteurs dominant une accumulation capitaliste dévergondée dans le complexe agro-industriel qui étaient présentées comme seul horizon du développement. Mais surtout l'intérêt de cette prise de position était de remettre en cause radicalement l'hégémonie du discours de la Banque mondiale, dont le rapport précédent sur l'agriculture datait de 1982, et avait fixé les principes de

---

<sup>27</sup> Amanor K.J., *Global Food Chains, African Smallholders and World Bank Governance*, *Journal of Agrarian Change*, Vol. 9 No. 2, April 2009, pp. 247-262

<sup>28</sup> Akram-Lodhi A., *(Re)imagining Agrarian Relations? The World Development Report 2008: Agriculture for Development, Development and Change* 39(6): p.1145–1161

<sup>29</sup> McMichael P., *Banking on Agriculture: A Review of the World Development Report 2008*, *Journal of Agrarian Change*, Vol. 9 No. 2, April 2009, pp. 235–246.



l'orthodoxie néo-libérale dans le secteur pour les deux décennies suivantes. Un auteur comme Mc Michael n'hésitait pas à qualifier le RDM 2008 de « new tags on old bottles ».

Cependant à part cet exercice de déconstruction salutaire, ces critiques restaient avares d'analyses sur les réalités et les perspectives du monde paysan lui-même. Ces éléments sont venus d'autres courants de pensée, d'autres regards, voire d'autres prises de position plus engagées. Elles ont émergé lentement à la fin du siècle précédent, et se sont déployées de manière toujours plus affirmées et convergentes depuis les années 2000.

Depuis les années 1980-1990, de nombreux analystes du développement rural ont redécouvert la vitalité et la créativité des sociétés paysannes, leur capacité infinie de s'adapter à toutes les contraintes environnementales et institutionnelles pour essayer de survivre, de maintenir les conditions de reproduction de l'ensemble familial et villageois, voire dans de nombreux cas d'améliorer leurs conditions de vie souvent précaires. Progressivement on a redécouvert la rationalité de la gestion des exploitations paysannes, leur ouverture au marché, leur capacité d'innover et d'intensifier la production par des modes originaux de gestion des éco-systèmes locaux qui dans la pratique correspondent souvent mieux, selon cette conception, aux exigences de reproduction de ces derniers à long terme que les grands projets de modernisation agricole centrés sur les seuls opérateurs du "modèle fermier de modernisation".<sup>30</sup>

Un courant important de recherches a placé depuis les années 1980, la diversification au cœur du comportement stratégique des paysanneries. La stratégie paysanne de diversification vise à assurer la sécurisation dans le maintien de l'autonomie. Elle est basée sur la flexibilité dans une perspective de long terme qui vise le bien-être et la reproduction de la famille paysanne. La mise de l'accent sur la flexibilité signifie que l'idée paysanne du développement n'est pas centrée exclusivement sur la préservation d'un revenu minimum ou sur la recherche d'un profit maximum.<sup>31</sup>

---

92 HELLER C., Risky Science and Savoir-faire: Peasant Expertise in the French Debate over Genetically Modified Crops, in Lien M.E. and Nerlich B.(eds), The Politics of Food, Oxford, Berg, 2004, p.81-99.

31 DUFUMIER M., Les organismes génétiquement modifiés (OGM) peuvent-ils nourrir le

C'est une approche holistique du développement où les paysans cherchent à la fois à minimiser leurs risques et à élargir leurs occasions favorables d'activité. C'est dans cette perspective que peut se comprendre la durabilité des pratiques paysannes qui concernent aussi bien les relations à la terre, la sécurité des tenures, les considérations environnementales que les relations socio-culturelles et les institutions autour desquelles la vie paysanne est bâtie. L'insertion plus forte dans le marché s'accompagne aussi d'une demande plus forte de sécurisation devant les risques nouveaux encourus. La conception paysanne du développement n'est donc pas rétrograde ni statique, mais elle accepte le changement pour autant qu'il soit en harmonie avec la recherche d'une amélioration du "potentiel présent et futur pour rencontrer les aspirations et les besoins humains".<sup>32</sup>

Ce nouveau regard sur la paysannerie, patiemment construit à travers des milliers de recherches de terrain dans le dernier quart du XX<sup>ème</sup> siècle, a même commencé à avoir une sorte de reconnaissance officielle, dans une publication co-éditée par les organisations multilatérales qui pendant ce même quart de siècle ont poussé à la mise en œuvre de politiques contredisant totalement ces résultats de ces recherches. Ce rapport IAASTD a été publié en 2009 sous l'égide de la FAO, du PNUE et de la Banque Mondiale. Réalisé par une équipe de quatre cents chercheurs de différentes disciplines, il a remis en cause, dans de nombreux passages, l'orthodoxie dominante en matière de développement agricole et rural, y compris la vision proposée par le RDM 2008 !<sup>33</sup>

Le rapport IAASTD a reconnu l'importance des « connaissances traditionnelles et locales, basées sur les pratiques et les savoirs des communautés locales » pour mettre en œuvre des pratiques d'agriculture durable, la protection de la biodiversité, tout en assurant la sortie de la pauvreté à travers l'amélioration des conditions de vie locales. Au lieu de situer simplement l'agriculture dans une chaîne de valeur globalisée, il

---

Tiers-Monde? Actes du Festival International de Géographie, Saint Dié, 2004

32 AKPOKAVIE C., The Intervention of International Organizations in Food Policies in Sub-Saharan Africa: a Case Study of Ghana, CIACO, Louvain-la -Neuve, 1996

33 Mc INTYRE B. D., et al., IAASTD, International Assessment of Agricultural knowledge, Science and Technology for Development: Global report. IAASTD, Island Press, Washington, 2009.

accorde une place primordiale au rôle que l'agriculture peut jouer pour contribuer à l'amélioration des conditions de vie générales des populations locales. Le rapport affirme clairement que la mise en œuvre des objectifs de lutte contre la pauvreté et d'agriculture durable exige la reconnaissance du rôle multifonctionnel de l'agriculture et la pluralité des acteurs ; ce qui a été négligé par les politiques agricoles conventionnelles et les acteurs qu'elles privilégient. Par multifonctionnalité, il faut entendre que l'agriculture produit à la fois des produits commercialisables, mais aussi des produits non commercialisables, comme la conservation de l'environnement naturel, la production de paysages ayant une valeur d'usage importante pour l'identité locale, et de nombreux composants de l'héritage culturel.

Les problèmes d'une agriculture durable exigent donc une approche multidisciplinaire. La reconnaissance des savoirs paysans locaux est vue comme un élément important pour améliorer la production et la productivité avec des moyens adaptés aux contextes locaux spécifiques, en ce qui concerne l'amélioration des sols, la gestion des ressources en eau, la lutte contre les ravages pré et post récoltes, diversifier la production dans le respect de la biodiversité, etc... Les marchés locaux doivent être consolidés pour réduire les coûts de transaction pour les petits producteurs et leur assurer une part plus importante de la valeur créée.

Décrié dès sa parution par les lobbys de l'agri-business, ce rapport a eu peu de chance de voir ses recommandations, d'ailleurs très vagues, mises en œuvre. Il illustre simplement que dorénavant les organisations internationales concernées par le développement rural, si elles veulent conserver une certaine légitimité, sont contraintes de reconnaître que une autre conception du développement rural, fondée scientifiquement, est possible, même si tous leurs choix continuent à la dénier.

Ce rapport IAASTD était en phase avec la vague récente de la littérature académique sur l'agro-écologie qui présente celle-ci comme une sorte de nouvelle révolution agricole pour assurer la durabilité. Sans entrer ici dans les détails de l'agro-écologie, on peut rappeler que les principes communs de l'agro-écologie comprennent le recyclage des éléments nutritifs et l'énergie dans une ferme au lieu d'augmenter les rendements avec des apports externes ; l'intégration des cultures et du bétail ; la diversification des espèces et des ressources génétiques dans les agro-écosystèmes dans

le temps et l'espace ; et en se concentrant sur les interactions et la productivité dans l'ensemble du système agricole plutôt que sur des espèces individuelles. Dans la mesure où l'agro-écologie est à forte intensité de connaissances, basé sur des techniques qui ne sont pas livrées de haut en bas mais développées sur la base de connaissances des agriculteurs et d'expérimentation, elle rejoint bien le courant qui a remis en valeur l'importance de prendre en compte les connaissances du monde paysan dans la gestion des processus de production agricole au sens large.<sup>34</sup>

Parallèlement au nouveau discours théorique sur la place de la paysannerie dans le développement, un fait très important depuis la fin des années 1990 a été l'émergence d'un nouveau mouvement international paysan, à vocation d'acteur global. Ce mouvement, la Via Campesina, se présente comme le représentant des paysans petits et moyens, des paysans sans terre, des femmes rurales, des jeunes ruraux, des travailleurs agricoles et des peuples indigènes.<sup>35</sup>

Le mouvement, qui en 2012, représentait plus de soixante organisations d'Asie, Afrique, Europe et Amérique latine,, se présente comme autonome, pluraliste, multiculturel, indépendant politiquement. Ces organisations se réunissent régulièrement dans des conférences internationales L'objectif principal de Via Campesina est de développer la solidarité et l'unité entre ses composantes pour promouvoir la justice, la préservation des ressources naturelles et leur accès aux petits producteurs, une production agricole écologiquement soutenable, et la souveraineté alimentaire.

La proclamation du droit à la « souveraineté alimentaire » a été une étape marquante de la vie du mouvement Via Campesina. Elle a été définie dans la "Déclaration de Nyeleni", en février 2007, comme le droit des peuples à organiser les politiques agricoles d'abord selon les besoins des communautés locales, à travers la mise en œuvre des ressources locales.

---

<sup>34</sup> Altieri M., Agroecology, Small Farms and Food Sovereignty, Monthly Review, July-August, 2009, p.102-113; Holt-Gimenez E. et Altieri, Agroecology, Food Sovereignty, and the New Green Revolution Agroecology and Sustainable Food Systems, 37, p.90-102, 2013

<sup>35</sup> Desmanais A., « Via Campesina: consolidation d'un mouvement paysan international », in Via Campesina, Une alternative paysanne à la mondialisation néo-libérale, CETIM, Genève, 2002, p.71-136

Elle implique une protection des espèces végétales et animales locales, et la protection du marché national contre les importations de surplus agricoles étrangers bradés à des prix de dumping.

Ce sont les communautés locales qui doivent pouvoir contrôler les diverses composantes de la chaîne alimentaire, de la production à la commercialisation, afin que l'agriculture paysanne ne soit pas spoliée des bénéfices de son travail, comme c'est le cas à travers le contrôle vertical de la chaîne agro-alimentaire par les firmes de l'agri-business. Une production agricole soutenable ne doit pas se définir selon des critères exclusivement économiques et écologiques, mais doit assurer la reproduction à long terme des cultures et des traditions locales, et en fonction des exigences d'un mode de vie de qualité, dont les composantes sociales et culturelles sont très importantes.

Une autre étape majeure de la vie de Via Campesina a été la proclamation de la "Charte des Droits des Paysans", lors de la conférence organisée à Jakarta en 2008.<sup>36</sup>

Dans cette déclaration, sont détenteurs de ces droits tous ceux qui cultivent la terre avec du travail familial, ou à travers des organisations à petite échelle. Les familles paysannes sont ancrées dans des communautés locales, et elles prennent soin de la nature locale, de la conservation des éco-systèmes locaux et de la qualité des paysages. En conséquence les paysans doivent avoir le droit de posséder les terres, individuellement ou collectivement, qui assurent leur subsistance, et d'avoir un accès prioritaire aux terres publiques, pour assurer leur sécurité d'existence. Les communautés locales doivent avoir le droit de gérer les ressources en terre, en eau, notamment les systèmes d'irrigation, et les forêts. Elles ne peuvent être évincées de leurs terres ancestrales pour des motifs purement économiques.<sup>37</sup>

La Déclaration insiste beaucoup sur les droits des collectivités paysannes de conserver et développer leurs savoirs acquis à travers leur gestion historique de la nature et de l'environnement local. Cela concerne les

---

36 Declaration the Peasants Rights, proclaimed at the Via Campesina Jakarta conference, organized in June 2008.

37 CLAEYS P., Droit à la terre et contrôle des territoires, Du rôle du droit dans les luttes agraires, in Silva-Castaneda L., Au-delà de l'accaparement, Ruptures et continuités dans l'accès aux ressources naturelles, Peter Lang, Bruxelles, 2014, p.135-154

variétés de plantes et de semences, les méthodes de culture, d'élevage, de pêche, de gestion de la forêt, le droit d'échanger entre paysans, même gratuitement, les semences et les savoirs. Cela concerne aussi le droit de refuser les méthodes d'agriculture industrielle, mises en œuvre par le seul mobile de la productivité et du profit, sans se soucier de l'impact à long terme sur la biodiversité, la santé et la qualité de la vie sociale.

Le droit des collectivités locales de protéger et préserver les ressources de la biodiversité est affirmé avec force. Il doit permettre de refuser la reconnaissance des brevets qui menacent la maîtrise des collectivités sur les ressources génétiques locales, et sur leur valorisation au bénéfice de ces communautés. Les collectivités locales ne peuvent être forcées de reconnaître les mécanismes de certification établis par les firmes multinationales, ni les droits extérieurs de propriété intellectuelle sur des produits et savoirs élaborés par les pratiques locales.

Enfin la Déclaration en appelle aux Etats pour que ils protègent les droits des paysans, les confortent, et les aident à les développer, et à en étendre la mise en œuvre, non seulement dans la production, mais dans l'amélioration des conditions de production et la commercialisation au bénéfice des collectivités paysannes. Elle demande que ces dernières deviennent des partenaires à part entière dans la formulation des politiques agricoles. Elle en appelle aussi avec force pour que les Etats respectent le monde paysan, reconnaissent l'originalité de ses valeurs morales et spirituelles, de ses savoirs et de ses institutions, protègent ce patrimoine culturel et organisationnel, et prennent des mesures concrètes pour empêcher sa destruction.

Il y a donc une convergence manifeste entre les conceptions du monde paysan présentées par le rapport IAASTD et les déclarations du mouvement Via Campesina, alors que l'une vient du monde académique et scientifique, l'autre d'un mouvement militant, regroupant activistes et leaders paysans locaux. Il y a donc bien de nouvelles approches des réalités du développement rural, tant au niveau théorique que pratique. Elles peuvent avoir une grande pertinence pour les sociétés du Sud, qui au début du XXIème siècle, possèdent encore une paysannerie forte et nombreuse, constituant la grande majorité de la population.

Ces conceptions sont manifestement aux antipodes de celles du courant néo-modernisateur, et elles révèlent donc l'affirmation d'une nouvelle

vision de la relation entre paysannerie et agriculture. Ces conceptions renvoient aussi aux rapports entre la paysannerie et la production du territoire rural, la paysannerie se voyant reconnaître le rôle de producteur du territoire rural, un rôle donc plus large que celui de producteur agricole.





#### **4. LA QUESTION DU RAPPORT ENTRE LA PAYSANNERIE ET LE RURAL COMME TERRITOIRE : LE CAS DE L'ASIE DU SUD-EST**

C'est le caractère multidimensionnel des pratiques paysannes qui permet de mettre en évidence le lien entre elles et ce que l'on peut appeler la production du "territoire rural". Ces pratiques concernent en effet l'ensemble d'un village et de son terroir: gestion des ressources naturelles (agriculture, élevage, pêche, forêt, pâturages), l'organisation de la production, la commercialisation, l'artisanat, l'amélioration de l'adduction d'eau et de l'habitat, l'épargne et le crédit, les services (boutiques et pharmacies villageoises, moulins à céréales, maisons de santé villageoise). Mais elles concernent aussi la production du lien social à travers une combinaison de liens d'interdépendance et de stratégies de sécurisation collective (associations, groupements, tontines, pré-coopératives, mutuelles, etc.). Lorsqu'elles ne sont pas perturbées par des éléments extérieurs qui les déstabilisent complètement ou les paralysent, ces pratiques peuvent réellement produire un territoire intégré dans ses diverses composantes et capable de produire de la valeur d'usage à long terme, même si mesurées du point de vue de la seule valeur d'échange prise en compte par les statistiques de croissance économique, ces "performances " peuvent apparaître dérisoires.<sup>38</sup>

L'évolution des paysanneries en Asie du Sud Est, dans les dernières décennies, est particulièrement révélatrice de la complexité des changements qui les affectent, et des recompositions en cours des rapports entre paysannerie et territoire.

En Asie du Sud-Est, l'expansion des terroirs villageois ou la création de nouveaux villages dans le dernier demi-siècle est un phénomène très intéressant pour comprendre la spécificité du profil de développement des pays concernés. Non seulement les campagnes se sont récemment étendues (au détriment de la forêt), mais elles sont aussi plus densément habitées, même si l'urbanisation est le phénomène le plus marquant. C'est une dimension importante des changements complexes intervenus dans les dernières décennies et qui ont été souvent oblitérés par la lecture dominante en terme de « révolution verte » connotant une

---

38 PEEMANS J.Ph., Gouvernance locale, secteur informel et pratiques populaires de développement, in Kioni Kiabantu, ed., La république démocratique du Congo face aux défis du 21ème siècle, Academia Bruylant, Louvain-la-Neuve, 1999

intensification de l'utilisation des terroirs existants à travers la croissance spectaculaire de la productivité à l'hectare.<sup>39</sup>

La diversification agricole et surtout la diversification de plus en plus grande des sources de revenus non agricoles sont les deux éléments majeurs dont la combinaison crée des conditions nouvelles pour assurer la résilience de la petite paysannerie. Dans de nombreuses régions on a des phénomènes de diversification qui correspondent bien à la logique paysanne : diversifier pour assurer simultanément la sécurité alimentaire et la participation au marché, sans être esclave des contraintes imposées par les groupes agro-alimentaires qui contrôlent les chaînes de valeur. C'est le cas d'une partie non négligeable des paysans-colons de Thaïlande et d'Indonésie qui utilisent les superficies dont ils disposent sur les nouvelles terres pour diversifier le plus possible leur gamme de culture, associées souvent au petit élevage et parfois à des pratiques d'agroforesterie. Les systèmes d'agroforesterie s'inscrivent naturellement dans la logique de diversification paysanne. L'agroforesterie paysanne a une longue histoire en Asie du Sud-Est, combinant espèces destinées à élargir l'éventail de la consommation locale (fruits, noix, bois de feu) et espèces destinées à la commercialisation et l'exportation (épices, cacao, caoutchouc, coprah).<sup>40</sup>

Plusieurs études ont mis en valeur l'intérêt des pratiques locales d'agroforesterie, à travers des formes de gestion forestière qui ne s'apparentent ni à l'exploitation productiviste de la forêt, ni à la vision conservationniste. Ces modes de gestion dits de la « forêt domestique » combinent une articulation entre des rotations agricoles et une gestion productive de certaines parties des forêts qui permettent la régénération de la forêt existante. C'est le cas notamment de plusieurs systèmes agroforestiers en Indonésie. Ces systèmes ont reposé sur une gouvernance historique

---

<sup>39</sup> DUFUMIER M., Introduction: Slash and Burn, Intensification of Rice Production, Migratory Movements, and Pioneer Front Agriculture in Southeast Asia, *Moussons*, 9-10, 2007, p.7-33; DUFUMIER M., Réformes agraires, "révolution verte", et développement économique en Asie du Sud-Est, in Dufumier M., *Agricultures et paysanneries des Tiers mondes*, Karthala, Paris, 2004, p.296-298

<sup>40</sup> SUYANTO S., TOMICH T. P., and OTSUKA K., Agroforestry management in Sumatra, in Otsuka, K., and Place, F. (eds.), *Land Tenure and Natural Resource Management: A Comparative Study of Agrarian Communities in Asia and Africa*, The Johns Hopkins University Press, Baltimore 2001.

forte, puisque elles ont mis l'accent sur les règles collectives d'accès à la forêt, combinées avec des droits d'usage individuels. Ensemble elles assurent la cohésion sociale et la permanence entre générations.<sup>41</sup>

Ces études mettent l'accent sur la liaison entre reproduction soutenable de la forêt à long terme, et reproduction socio-culturelle durable des collectivités concernées. Ces systèmes élaborés d'agro-foresterie constituent de véritables « territoires de vie » où se combinent la gestion de la ressource forestière et la construction de l'identité culturelle et des liens sociaux entre les membres de la collectivité.<sup>42</sup>

Les systèmes agro-forestiers paysans sont d'une très grande complexité et assurent la reproduction de l'éco-système à long terme, tout en permettant une alimentation très variée, et en procurant des revenus monétaires plus ou moins importants selon les produits. L'agro-foresterie paysanne repose sur la diversité, qui assure à la fois la sécurité des familles et la reproductibilité de la biodiversité. Elle est en contraste total du point de vue de sa structure et de ses effets avec les caractéristiques des grandes plantations de monoculture développées depuis l'ère coloniale, et appuyées par les Etats post-coloniaux.<sup>43</sup>

Ce type de diversification, même si elle se combine avec une certaine différenciation sociale, peut cependant limiter les effets négatifs de cette dernière sur la capacité de survie des villages. En effet ces pratiques culturelles reposent sur des savoirs faire particuliers qui peuvent être enrichis par les échanges entre agriculteurs qui les pratiquent, ce qui

---

41 MICHON G., H. de FORESTA H, KUSWORO A., and LEVANG P., The Damar agro-forests of Krui, Indonesia: justice for forest farmers. Pages 159-203 in C. Zerner, editor. *People, plants and justice: the politics of nature conservation*. Columbia University Press, 2000, p.159-203

42 MICHON G., De FORESTA H., LEVANG P. and F. VERDEAUX F., Domestic forests: a new paradigm for integrating local communities' forestry into tropical forest science, *Ecology and Society* 12(2): 1, 2007

43 MICHON G., and De FORESTA H., The Indonesian agro-forest model: Forest resource management and biodiversity conservation In Halladay, P., and Gilmour, D. A. (eds.), *Conserving Biodiversity Outside Protected Areas: The Role of Traditional Agro-Ecosystems*, International Union for the Conservation of Nature and Natural Resources, Gland, 1995.

recrée les conditions d'une certaine cohésion sociale autour de la gestion complexe des éco-systèmes concernés.<sup>44</sup>

La base économique et sociale de l'écrasante majorité de la petite paysannerie reste la ferme familiale, mais en même temps celle-ci est indissociable de la situation générale des villages. Ceux-ci constituent, à des degrés variables, des acteurs collectifs historiques, dont la situation contemporaine dépend largement de l'impact des stratégies d'acteurs extérieurs qu'ils relèvent des pouvoirs publics ou des secteurs qui contrôlent les marchés. A travers cette évolution se mettent en place de nouveaux types d'interdépendance entre les conditions de reproduction des familles paysannes, au sens large, et celles des collectivités villageoises. L'attachement à un lieu de vie, symbolisé par le maintien de l'enracinement terrien, reste fondamental. Selon divers observateurs, si les formes de solidarité dite traditionnelle s'affaiblissent, elles sont remplacées par de nouveaux types de liens sociaux qui recréent les conditions d'une cohésion sociale adaptée aux pressions du marché.<sup>45</sup>

Le maintien des droits à la terre est une exigence fondamentale des paysans, même quand ils ont d'autres opportunités d'emploi et de revenus.<sup>46</sup>

Les conflits autour de la terre ont donc maintenant des dimensions nouvelles, alors qu'en même temps les revendications de redistribution de la terre ont été revigorées à travers l'émergence de nouveaux mouvements ruraux.<sup>47</sup>

---

44 SURYANATA K., From home gardens to fruit gardens: resource stabilization and rural differentiation in upland Java. In T. M. Li (Ed.), *Transforming the Indonesian uplands: Marginality, power and production*. Amsterdam: Harwood Academic Publishers, Amsterdam, 1999

45 NORLUND, I., *Social capital or social capitalism: diversification of the Vietnamese rural scenery*, Munich Institute for Social Sciences and Hanoi Institute of Socio-economic Development Studies, Hanoi, 2003

46 POTTER L., & LEE, J. *Tree planting in Indonesia: Trends, impacts and directions*. Center for International Forestry Research (CIFOR). Bogor, 1998

47 AGUILAR Jr., F.V., *Rural land struggles in Asia: overview of selected contexts*. In: S. Moyo and P. Yeros, eds. *Reclaiming the land: the resurgence of rural movements in Africa, Asia and Latin America*. London and New York: Zed Books, 2005, pp. 209–34.

C'est le cas notamment en Indonésie et aux Philippines où de nombreuses mobilisations locales ont eu pour but l'occupation et l'invasion de terres.<sup>48</sup>

Une micro-parcelle de terre permet, grâce à l'utilisation intensive d'intrants divers achetés sur le marché, d'assurer la sécurité de la subsistance de la famille restée au village, et avec elle maintiennent un enracinement dans la vie de ce dernier.<sup>49</sup>

On ne peut réduire la différenciation croissante entre les villages seulement au degré de participation au marché des familles et des différentes couches de la paysannerie. Elle est liée aussi aux initiatives associatives et communautaires. Des études récentes au niveau des villages dans un grand nombre de pays montrent qu'il y a partout beaucoup d'institutions communautaires, anciennes et nouvelles, qui sont toujours bien vivantes. Les communautés paysannes ont réinventé ou créé dans le dernier quart de siècle des milliers d'associations orientées vers l'amélioration du bien-être de la communauté. Ces initiatives paysannes associatives et communautaires jouent un rôle aussi très important dans le bien être des villages. Celui-ci dépend souvent de la conservation et l'amélioration du potentiel productif des écosystèmes locaux, créant des complémentarités et synergies entre leurs différentes composantes.

On peut citer un grand nombre de champs d'activités qui exigent une organisation collective vu les synergies potentielles entre elles: les opérations de reboisement et de reforestation, la lutte contre l'érosion et la désertification, la production de biomasse pour l'énergie, le traitement des déchets végétaux et animaux pour la production d'engrais naturels, l'intégration entre productions végétale, animale et aquaculture, les projets d'agro-foresterie communautaire, la valorisation des PFNL (produits forestiers non ligneux), les systèmes légers d'irrigation, la

---

48 FRANCO J.C., Making land rights accessible: social movements and political-legal innovation in the rural Philippines. *Journal of Development Studies*, 2008, 44(7), 991–1022; .FERANIL S.H., Stretching the 'limits' of redistributive reform: lessons and evidence from the Philippines under neoliberalism. In: S. Moyo and P. Yeros, eds. *Reclaiming the land: the resurgence of rural movements in Africa, Asia and Latin America*. London and New York: Zed Books, 2005, pp. 257–82.

49 EDER J.F. *A generation later: Household strategies and economic change in the rural Philippines*. Honolulu:, University of Hawai'i Press, 1999

production de semences améliorées, l'amélioration des installations de stockage de village, etc...

Là où elle existe la production de biogaz contribue elle aussi à améliorer considérablement le bien être des collectivités paysannes, à travers le recyclage (digestion anaérobie) des déchets animaux et végétaux, permettant la production d'énergie à usage domestique, mais aussi pour les pompes d'irrigation, la production d'engrais, et autre. Elle a un effet visible sur l'environnement à travers la réduction drastique de la consommation de bois de feu qu'elle entraîne.<sup>50</sup>

Ces installations fonctionnent de manière optimale à l'échelle villageoise, et dans le cadre d'une gouvernance locale dynamique. C'est ce qu'a montré l'expérience de la Chine qui a été pionnière dans le secteur, et où en 2010, plus de 27 millions de familles paysannes étaient liées à ce type de ressource énergétique. En outre dans l'expérience chinoise, il est intéressant de noter l'articulation entre le rôle de l'Etat et l'initiative locale, puisque les subsides gouvernementaux couvrent deux tiers des coûts d'installation.<sup>51</sup>

Dans de nombreuses associations villageoises les projets sont basés sur la complémentarité entre les différents types d'initiatives, puisque leur vision commune du développement local est la recherche d'intégration entre les composantes techniques, économiques, sociales et environnementales des activités. Très souvent cela se fait en cherchant à renouveler les acquis des savoirs collectifs hérités du passé dans la maîtrise des éco-systèmes locaux pour améliorer les conditions de vie locales. Des études récentes ont montré que la prise en compte de la connaissance empirique de la qualité des sols par les savoirs collectifs paysan, permet d'augmenter considérablement l'efficacité des intrants par rapport à une approche indifférenciée des sols locaux.<sup>52</sup>

---

50 van NES, W. J., Asia hits the gas: Biogas from anaerobic digestion rolls out across Asia., *Renewable Energy World*, 2006, (January–February). pp. 102–111; EWING, M. and MSANGI S., Biofuels production in developing countries: Assessing tradeoffs in welfare and food security. *Environmental Science and Policy*, 2009, 12 (4). pp. 520–528

51 ASIAN DEVELOPMENT BANK, *Building Climate Resilience in the Agriculture Sector in Asia and the Pacific*, Manilla, 2009, p.179-190

52 SALEQUE M. A. and UDDIN M. K. and al., Use of Farmers' Empirical Knowledge to Delineate Soil Fertility-Management Zones and Improved Nutrient-Management for Lowland Rice, *Communications in Soil Science and Plant Analysis*, 39, p. 25–45, 2008

Un cas très intéressant de maintien et de renouvellement des pratiques paysannes collectives concerne les échanges de semences améliorées. Ces pratiques sont très anciennes, en Asie du Sud-est, comme dans bien d'autres régions du monde. A l'intérieur des villages les paysans ont l'habitude d'échanger entre eux les semences qu'ils considèrent avoir améliorées au cours d 'années de « trying and learning » sur leurs exploitations ; ces échanges se font, hors marché, sur base des liens de réciprocité. Ils permettent à la fois de consolider ces derniers et d'améliorer collectivement les savoirs et le niveau de qualité et de productivité des espèces végétales concernées. Une évolution récente est que dorénavant ces pratiques de mise au point de nouvelles variétés se fait souvent à partir des semences fournies par l'agro-industrie, ou bien les stations agronomiques publiques de mise au point de nouvelles variétés.<sup>53</sup>

On peut souligner que ces réalités sont parallèles à celles existant dans plusieurs pays d'Amérique latine, avec le mouvement « Campesino a Campesino », basé sur un processus horizontal d'échange d'idées et d'innovations entre les agriculteurs .Il a été un facteur clé dans l'expansion de l'agro-écologie, et il permet de donner aux familles paysannes le contrôle de leurs propres systèmes de production, tout en améliorant la viabilité économique de l'agriculture paysanne.<sup>54</sup>

---

<sup>53</sup> SALAZAR R. LOUWAARS N. et VISSER B., Protecting Farmers' New Varieties: New Approaches to Rights on Collective Innovations in Plant Genetic Resources, *World Development* Vol. 35, No. 9, p. 1515–1528, 2007

<sup>54</sup> ROSSET P., et al., Campesino-to-Campesino agroecology movement of ANAP in Cuba: social process methodology in the construction of sustainable peasant agriculture and food sovereignty, *The Journal of Peasant Studies* Vol. 38, No. 1, January 2011, p.161–191





## **5. L'ÉMERGENCE D'UNE NOUVELLE PAYSANNERIE DANS LA DIVERSIFICATION DES RÉSEAUX DE L'ÉCONOMIE POPULAIRE ENTRE LE RURAL ET L'URBAIN EN ASIE DU SUD EST**

On peut donc dire qu'en Asie du Sud-Est, il y a bien le maintien d'une paysannerie très importante dont l'attachement à la terre demeure une composante essentielle d'un ancrage rural prédominant. Mais la paysannerie du Sud-Est asiatique n'a rien d'une classe sociale homogène. Cette paysannerie ne peut plus être réduite à une classification simpliste ni à une catégorie sociale homogène. Le monde paysan est un monde très différencié, composite et hybride, dont les dimensions rurales et urbaines sont de plus en plus étroitement interconnectées. L'ancrage rural de la paysannerie reste évidemment la dimension centrale de sa place comme acteur social pour l'avenir. Cependant la question de la résilience de la petite paysannerie ne se réduit pas à ses initiatives en matière de diversification agricole. C'est particulièrement vrai en Asie du Sud Est, à cause de l'importance prise par les activités non agricoles dans la formation des revenus ruraux.<sup>55</sup>

D'une part, on l'a déjà vu ci-dessus, la pluriactivité des ménages ruraux est devenue une caractéristique essentielle du mode de vie, avec entre 30 et 50% du revenu du ménage provenant de sources non liées à la ferme.<sup>56</sup>

D'autre part il y a l'importance de plus en plus grande des revenus d'origine non rurale dans la formation du revenu rural. De plus en plus de familles paysannes incorporent une source de revenu d'origine urbaine dans leur revenu global, adaptant en conséquence la quantité de travail dévolue aux activités agricoles.<sup>57</sup>

Dans la plupart des pays de la région, une partie importante des revenus gagnés hors des régions rurales est renvoyée au village, ou elle sert à alimenter un grand nombre de dépenses concernant l'amélioration de

---

55 MOLLE F. and THIPPAWAL Srijantr, eds., Thailand's rice bowl: perspectives on agricultural and social change in the Chao Phraya Delta, White Lotus, Bangkok, 2003

56 CEDEROTH S., Survival and profit in rural Java: the case of an East Javanese village. Curzon Press, Richmond, 1995; De KONINCK R., Malay peasants coping with the world: breaking the community circle. Singapore: Institute of Southeast Asian Studies, 1992

57 KOPPEL B. and HAWKINS J., Rural transformation and the future of work in rural Asia. In Koppel, B., Hawkins, J. and James, W., editors, Development or deterioration: work in rural Asia, Boulder, CO, and London: Lynne Rienner, Boulder, 1994, p.146

l'habitat, l'équipement ménager, la mobilité individuelle (vélo et surtout moto), outre les dépenses à usage social (fêtes familiales, scolarité des enfants, etc...) et culturel (entretien de la pagode), témoignant du souci des migrants de rester intégrés à la vie du village. Mais surtout, une partie non négligeable de ces ressources est consacrée à l'achat de terre ou /et à l'amélioration des conditions de travail et de production vivrière. Les petits paysans peuvent désormais se contenter d'une parcelle très petite, incapable à elle seule de garantir la subsistance.<sup>58</sup>

Même ceux qui sont établis définitivement en ville peuvent contribuer à reconstituer le patrimoine familial foncier. Dans tous les pays de la région, une grande partie des paysans sont devenus des travailleurs salariés, à temps partiel ou temps plein, dans les régions rurales ou dans les centres urbains. Une autre partie s'est transformée en micro-entrepreneurs du secteur informel, rural ou urbain. Cette paysannerie hybride prend sa place à côté de ce que d'aucuns ont appelé « les paysans-commerçants », notamment dans les régions montagneuses, qui combinent la diversification de la production agricole avec la commercialisation directe de ces produits sur des marchés locaux ou régionaux, dont ils tirent la plus grande partie de leur revenu.<sup>59</sup>

Les migrations rural-urbain s'inscrivent aussi dans cette réalité hybride, en lui ajoutant de nouvelles dimensions. La migration s'est accompagnée de la création de nouveaux territoires de vie et de nouveaux réseaux de sociabilité entre les émigrés et les familles restées au village d'origine. Le plus souvent les migrants des mêmes villages se retrouvent dans les mêmes quartiers urbains. Mais ils maintiennent des liens forts avec le village d'origine.

Dans le cas de la Thaïlande et du Vietnam, on a pu montrer combien les travailleurs migrants, même ceux établis dans la capitale, conservent un lien fort avec leurs villages d'origine. Ils y retournent périodiquement, et le nombre de retours à l'agriculture est important, après une période de travail en ville, considérée non seulement comme économiquement nécessaire, mais aussi comme socialement valorisante. Il y a une forte

---

58 MOMSON, P.S., Transitions in rural Sarawak: off-farm employment in the Kamena Basin., Pacific Viewpoint 34, 1993, p. 45-68.

59 SIKOR T. and PHAM T., The Dynamics of Commoditization in a Vietnamese Uplands Village, 1980–2000, Journal of Agrarian Change, Vol.5, 3, July 2005, p.405-428

revalorisation des liens avec les lieux d'origine, la remise à l'honneur de la particularité d'un héritage partagé que l'on soit à la ville ou resté au village, et la multiplication des associations dites « du lieu d'origine ». <sup>60</sup>

L'importance particulière des migrations philippines ont suscité de nombreuses études. L'image qu'elles donnent de l'impact des migrations internes et internationales sur les régions rurales d'origine aux Philippines est loin de pouvoir être réduite à un processus univoque de « déagrarisation ». Les analyses de D. McKay sur les changements dans la région de la Cordillère centrale dans l'île de Luzon sont très éclairantes de ce point de vue. <sup>61</sup>

Selon McKay, on a de multiples voies de recréation de l'identité locale à travers l'élaboration de réseaux translocaux qui unissent la campagne et la ville. La dimension agricole ne disparaît pas dans ce processus, mais elle n'est plus qu'une partie des activités qui assurent la sécurisation de la population. En outre, ces analyses montrent l'importance de dépasser la seule dimension économique pour évaluer le type de changement qui a transformé les villages tout en les maintenant en vie. Les villageois et les travailleurs urbains originaires du village ont réinventé délibérément une nouvelle identité (layasan : ce qui unit dans un « intérieur incorporant l'extérieur ») qu'ils partagent consciemment, ou s'articulent fortement lien social et territoire réel et virtuel. Comme le disent Mc Kay et Brady, à travers le layasan, il y a un rapport étroit entre la condition de travailleur urbain et de paysan : le village est à la ville et vice versa. <sup>62</sup>

Pour comprendre l'interaction entre les mouvements de population et les dynamiques locales de développement, on ne peut donc plus se limiter à une simple arithmétique des flux humains et monétaires. Ceux-ci constituent la partie mesurable de réalités sociales et culturelles très

---

<sup>60</sup> KERMEL-TORRES D. et SCHAR P., Les interactions agriculture-industrie en Thaïlande, Dynamiques agraires et mobilité de la main d'œuvre, *Revue Tiers-Monde*, XLI, n° 162, avril-juin 2000, p.323-341 ; SCHLECKER M., Going back a long way : « Home place », thrift and temporal orientations in Northern Vietnam, *Journal of the Royal Anthropological Institute (N.S.)* 11, 2005, p.509-526

<sup>61</sup> MCKAY D., Cultivating new local futures: Remittance economies and land-use patterns in Ifugao, Philippines, *Journal of Southeast Asian Studies*, 2003, 34(2): p.285-306 ; MCKAY D. & BRADY C. Practices of place-making: Globalisation and locality in the Philippines, *Asia Pacific Viewpoint*, Vol. 46, No. 2, August 2005, p.89-103

<sup>62</sup> MCKAY D. & BRADY C., *op.cit.*, 2005, p. 93-96

complexes, que l'on peut évoquer, de manière nécessairement floue, en parlant de réseaux. Les réseaux de l'économie populaire entre les campagnes et les villes, leurs composantes économiques, sociales et culturelles sont indissociables de leurs dimensions territoriales. Il y a d'une part une sorte d'appropriation « villageoise » d'une partie de la ville, une sorte de reterritorialisation villageoise en ville, et d'autre part les transferts urbain-rural servent à entretenir ou améliorer les conditions de vie au village.

On peut dire que le cœur de ces réseaux est constitué des groupes de travailleurs ou de micro-entrepreneurs qui circulent régulièrement entre un village donné et un quartier donné d'une ville donnée ou ils séjournent plus ou moins longuement selon les cas. Dans une même région, on peut trouver plusieurs dizaines ou centaines de ces micro-réseaux, composés de membres d'une même famille étendue, ou de gens reliés par des liens de voisinage ou de proximité locale plus ou moins étroits selon les cas.

Autour de ces micro-réseaux on trouvera dans les villages des groupes plus sédentaires qui circulent moins, qui en apparence pourraient recevoir l'étiquette de paysans, mais dans la réalité sont liés de diverses façons aux micro-réseaux circulants, et peuvent éventuellement soit s'y insérer, soit en recevoir de l'appui en travail ou de l'aide financière. De même dans les quartiers urbains en cause, on trouvera des travailleurs plus sédentarisés, mais qui n'en gardent pas moins de nombreux liens de proximité avec le réseau circulant, notamment du point de vue de l'habitat, et avec le village d'origine. Une partie importante garde d'ailleurs le projet d'y retourner à terme, pour y vivre dans une maison rénovée, et y reprendre une activité pas nécessairement agricole.

Une grande partie des échanges entre les campagnes et les villes, passent par les réseaux existant entre le monde paysan et l'économie populaire urbaine, et une grande partie des paysans font partie de cette nébuleuse informelle de l'économie populaire. La problématique de l'économie populaire urbaine a été surtout bien analysée dans de nombreuses études pionnières concernant les grandes villes africaines. Mais des études récentes ont mis également en valeur son importance dans les grandes villes asiatiques.

Selon P. Chatterjee, dans les villes asiatiques, le secteur informel des petits fabricants et négociants, s'organise habituellement en associations pour

traiter avec les autorités municipales, la police, des organismes de crédit comme les banques et les entreprises qui fabriquent et distribuent les produits qu'ils vendent sur les rues. Ces associations sont souvent importantes par le nombre de membres et le volume d'affaires qu'elles englobent peut être tout à fait considérable. De toute évidence, opérant dans une situation de marché anonyme, les vendeurs sont soumis aux conditions standards de la rentabilité de leurs entreprises. Mais en même temps ces associations ont diverses pratiques qui visent à garantir es besoins de subsistance de leurs membres. Parmi ces pratiques il y a notamment les conditions d'entrée sur le marché qui permettent d'éviter les formes de concurrence auto-destructrices. Il y aussi tout un ensemble de pratiques d'aide mutuelle. Les réseaux de l'économie populaire, notamment en Asie du Sud-Est visent avant tout à maintenir une certaine cohésion sociale dans le cadre d'une adaptation permanente au changement dominé c'est vrai par la logique économique impulsée par les acteurs dominants.<sup>63</sup>

Il faut évidemment bien insister que ce dont on parle sont bien les acteurs populaires. Même si cela n'ajoute rien à l'analyse de les étiqueter « classes populaires », en tous cas ils sont bien distincts des « classes moyennes » urbaines, et surtout des franges urbaines de ces dernières. Selon l'expression de P. Chatterjee, ces dernières sont mues exclusivement par la logique du profit (corporate capital), tandis que les acteurs populaires combinent logique d'accumulation contrôlée et redistribution (non corporate capital). Selon P. Chatterjee, comme la petite paysannerie est intégrée à ce secteur informel par la multiplicité des réseaux d'échanges ruraux-urbains, elle ne doit plus être considérée comme une population isolée de la dynamique urbaine. Elle est une composante d'un système très dense de réseaux à la fois urbains et ruraux, mais dont le cœur est urbain. Le secteur informel urbain est appelé à se maintenir et même à croître dans les prochaines décennies, et à ce titre l'avenir de la petite paysannerie est assuré comme composante de ce système. Autrement dit, l'avenir de la petite paysannerie doit être approché à travers une vue globale des interconnexions entre développement rural et urbain. Cela relativise très fortement les prédictions de la thèse de la « déagrarisation ».

---

<sup>63</sup> CHATTERJEE P., Peasant cultures of the twenty first century, Inter-Asia Cultural Studies, Volume 9, 1, 2008, p.116-126.

Selon l'approche proposée ici les logiques de réseaux et de territoires sont totalement interdépendantes, et connectent les nouvelles réalités de l'urbain et du rural en expansion. Les interactions entre le rural et l'urbain sont au cœur de l'émergence des nouveaux acteurs populaires : les paysans-ouvriers, un pied à la campagne, un pied à la ville. Et c'est une réalité sans doute appelée à durer, notamment avec l'impact des deux crises en dix ans, les classes populaires hybrides ont appris à vivre la fragilité et l'insécurité de la sphère de l'accumulation et de ses promesses mirifiques.

Donc on a l'émergence d'un nouveau type d'acteurs collectif qui n'est pas la « paysannerie traditionnelle ». Il n'y a pas de phénomène de « repaysanisation », au sens de la vision classique de la paysannerie. Mais la prise en considération du territoire et des réseaux est une dimension essentielle pour comprendre l'originalité de la dynamique historique nouvelle. En fait, si on a une érosion de la paysannerie au sens classique, tout en ayant une difficile émergence de mouvements ouvriers organisés au sens classique, c'est parce que l'on assiste à l'émergence d'un nouvel acteur collectif, aux contours hybrides : les paysans ouvriers -villageois urbanisés. Plutôt que de paysans ou ouvriers, on devrait donc parler de paysans-ouvriers ou encore d'acteurs populaires recomposés. Alors que les deux composantes isolées sont perçues comme en voie de disparition ou comme anémiques, leur prise en considération comme acteurs collectifs hybrides permet de les saisir comme des acteurs dynamiques, même si les éléments de cette dynamique sont souvent difficiles à cerner.

Les pratiques et les revendications de ces acteurs ne correspondent pas aux paramètres des pratiques anciennes, ce que déplorent souvent ceux qui recherchent désespérément les expressions classiques des résistances paysannes ou des luttes ouvrières. Mais cela ne signifie pas qu'il n'y ait pas de revendications et de luttes, sous des formes nouvelles et inattendues pour beaucoup d'observateurs. C'est évident dans le cas de la Chine, mais cela est apparu aussi clairement dans la crise sociale et politique qui paralyse la Thaïlande depuis plusieurs années.<sup>64</sup>

---

<sup>64</sup> CHAROENSIN –O-LARN C., THAILAND in 2009, Unusual Politics Becomes Usual, Southeast Asian Affairs 2010, Institute of South East Asian Studies, 2010, p.304-334

Dans cette approche on doit insister aussi sur l'importance de la dimension historique et du temps long pour comprendre ces réalités contemporaines.

Prendre en compte la paysannerie comme acteur du développement aujourd'hui suppose de prendre en considération toute une sociabilité de réseaux, plus ou moins contextualisée dans des territoires, mais qui sont bien insérés toujours d'une manière ou d'une autre dans une continuité historique et dans la continuité d'un espace de vie urbain ou rural. La vision de l'espace des classes populaires, rurales et urbaines, n'a jamais correspondu à l'imaginaire de la modernisation, séparant la " campagne traditionnelle" de la " ville moderne ". La globalisation fait que dorénavant cette spatialité s'est transformée et la séparation a fait place à l'interpénétration. Les paysans-travailleurs migrants font la navette entre le site de la production rurale familiale, le secteur informel urbain/et/ou le travail dans les grandes exploitations agro-industrielles. Leur activité productrice est donc liée à des sites géographiques différents. Ils sont à la fois dans le monde urbain et rural, dans le développé et le sous-développé, et leur identité est faite d'un ensemble de références qui renvoient à ces lieux différents.<sup>65</sup>

Depuis des générations, les mondes paysans et populaires urbains ont été reliés par des myriades de réseaux d'échange, la plupart du temps invisibles aux yeux des élites et des observateurs étrangers. Aujourd'hui ces réseaux se sont transnationalisés, et même globalisés, à travers les flux humains, économiques et monétaires, qui relient souvent des villages en apparences "reculés" à divers centres urbains nationaux et étrangers. Les acteurs dominés, les paysans, les acteurs de l'économie populaire ont dû s'inscrire dans des espaces et des temps très hétérogènes. Qu'il s'agisse de communautés locales ou de communautés d'immigrés dans des villes étrangères ou dans les villes de l'occupant colonial, les pratiques populaires de construction et de reconstruction de mini-territoires se sont mises en œuvre, depuis des siècles, dans des pratiques de lutte et de résistance.

On peut donc dire que les réalités des relations villes-campagnes sont beaucoup plus complexes et contradictoires que ne le laissent supposer

---

65 KEARNEY M., *Reconceptualizing the Peasantry, Anthropology in Global Perspective*, Westview Press, Boulder, 1996, ch.5

les lectures normatives de la modernisation et de la globalisation. Cependant cette complexité nouvelle ne supprime pas le rôle du « territoire » rural comme composante de l'identité paysanne. Elle le resitue dans un contexte plus large en ce qui concerne l'activité économique et la formation du revenu, sans lui enlever une place qui, du point de vue social et culturel, reste souvent centrale. Le territoire rural des paysans-migrants reste le lieu où peuvent s'intégrer les diverses composantes du bien-être soutenues ou enrichies par les revenus de la migration. C'est à fortiori vrai pour ceux dont la vie au village reste le socle de l'activité socio-économique, et pour ceux qui jouent le rôle de « gardiens du patrimoine collectif » pour ceux qui « bougent ».



## **6. LA PLACE D'UNE « ÉCONOMIE POLITIQUE » ET D'UNE « SOCIO-MORPHOLOGIE » DU DÉVELOPPEMENT DANS LA RECOMPOSITION DES RAPPORTS RURAL-URBAIN DANS LES SUDS**

Le concept d'« économie politique » a déjà une longue histoire, si l'on songe par exemple aux contributions de P. Baran datant des années cinquante.<sup>66</sup>

Une approche en terme d'économie politique du développement cherche à situer les acteurs qui produisent les discours théoriques (surtout en économie), leur place dans la structure socio-économique, l'évolution de leurs stratégies, qui se renouvellent au gré des circonstances, et l'impact de ces stratégies sur d'autres catégories d'acteurs, non reconnus comme tels, mais comme « objets » des politiques de modernisation. Donc une approche en terme de conflits, réels ou/et potentiels, entre acteurs dominants, ou « élites dominantes et classes dirigeantes », et acteurs dominés, « ou acteurs du bas plus ou moins indociles », est au cœur d'une économie politique du développement.

Depuis les années 1980 on a eu une évolution importante dans l'« économie politique du développement », essayant de sortir tant de l'approche hyper structuraliste marxiste ancienne que de la nouvelle approche néo-libérale hyper individualiste. Cela s'est fait à travers les différentes approches de ce que on peut appeler l'« analyse systémique », essayant de mettre en valeur que les processus de développement réels (au-delà de l'approche normative de la modernisation) sont fait des interactions entre évolution des structures et jeux d'acteurs qu'il faut étudier et analyser dans des contextes concrets. Cela s'est déployé progressivement à travers les différentes tendances centrées sur le couple « agency and structures » Donc à partir de ce moment on a commencé à avancer vers la reconnaissance de la diversité des acteurs (pas seulement des individus ou des classes préformatées), des coalitions d'acteurs qui peuvent se former et s'affronter dans les processus de développement réels. Donc une approche beaucoup plus ouverte et non déterministe, non normative des processus de développement réels dans des contextes

---

<sup>66</sup> BARAN, Paul A. (1957), *The Political Economy of Growth* Monthly Review Press, New York

concrets. Cela s'est fait notamment à travers les avancées nouvelles dans les « areas studies » (Afrique, Amérique latine, Asie, Monde arabe)

Même si le néologisme « socio-morphologie » manque d'élégance, il a le mérite de mettre en valeur l'impact des stratégies d'acteurs sur la morphologie urbaine et rurale. En ce qui concerne l'urbain, à tout moment des histoires urbaines on peut repérer des acteurs qui cherchent à remodeler la forme urbaine préexistante. Des coalitions d'acteurs dominants, qui sont par définition toujours des acteurs collectifs, parviennent à imposer un projet de ville ou d'une partie de ville. L'impact de cette stratégie se manifeste dans une transformation de la morphologie urbaine plus ou moins forte, selon la capacité de résistance des autres acteurs ou l'ambition des acteurs dominants.

Au Nord, les dernières décennies ont montré que l'émergence de nouveaux acteurs urbains organisés, appelés à tort ou à raison acteurs de la société civile, est bien un fait historique nouveau, même si ce mouvement connaît des avancées et des reculs en fonction de l'issue des résistances et des luttes dans chaque contexte. Il y a cependant suffisamment de faits qui permettent d'affirmer qu'il y a bien des acteurs collectifs qui portent un autre projet de ville que celui de la "vision inéluctable" de la nouvelle « ville diffuse » sans frontière, définie uniquement selon les exigences des acteurs dominants de l'économie globale.

Les mégapoles du Sud ne correspondent généralement pas à la notion de "ville diffuse" telle que théorisée au Nord comme ultime étape de la "ville globale" et de l'« hypermodernité ». Au Sud, dans un contexte de croissance démographique élevée, l'aggravation de la crise agraire a provoqué et continuera à provoquer une aggravation de la crise urbaine. Les migrations campagnes-villes ont entraîné, depuis les années 1980, une gigantesque dilatation des espaces des grandes mégapoles. A première vue, ces espaces sont donc devenus encore plus chaotiques que dans les décennies précédentes, caractérisés par une expansion incontrôlée d'immenses zones de taudis, de bidonvilles, manquant des infrastructures élémentaires d'hygiène et de santé. La polarisation sociale de l'impact spatial de l'accumulation globalisée est endogène à sa logique même.

Dans de nombreux cas, il est vrai que l'affaiblissement des promesses d'une modernisation partagée a entraîné l'apparition de tentatives de

réinvention d'une identité sous forme de communautarismes sectaires, de messianismes, de fondamentalismes religieux, ou de d'ethnismes agressifs à prétention hégémonique. Ces réactions ont accéléré souvent la désintégration sociale, l'apparition de nouvelles formes de violence, le déchaînement de guerres civiles, voire l'effondrement de l'Etat. La fragmentation sociale prend souvent de nouvelles formes d'anomie, de violence et de désagrégation du tissu social, endogènes aux nouvelles réalités de la marginalisation et de l'exclusion.<sup>67</sup>

Mais se limiter à ce constat serait faire preuve de myopie. Il ne faut pas en conclure que les populations subissent passivement cet état de choses. Elles ne peuvent être réduites à l'état de victimes ou cataloguées simplement comme « pauvres » en attente d'interventions extérieures, comme le fait encore avec complaisance toute la littérature récente sur les Objectifs Millénaires du Développement (OMD).

C'est en introduisant cette interaction entre espace social et espace urbain que les études récentes sur le développement ont pris leur distance par rapport aux conceptions qui privilégient uniquement l'approche morphologique des formes urbaines. Les dimensions de celles-ci sont plus complexes que ne l'affirme une lecture des relations villes-campagnes qui privilégie surtout la forme, par exemple les concepts de "mégapoles", de "villes diffuses", d'"archipels" etc. Cette lecture privilégie la forme au détriment des acteurs, et, surtout, oublie les trois-quarts de la population, qu'elle ne considère d'ailleurs pas comme des acteurs, puisqu'ils sont désignés en tant que "pauvres", c.à.d. des non-acteurs en attente des retombées bénéfiques d'une politique volontariste de modernisation réussie, et éventuellement ciblée vers la "réduction de la pauvreté".

En filigrane des apparences informelles, on peut dire que ces immenses conurbations articulent des espaces ruraux urbanisés et des espaces urbains ruralisés, dans une continuité qui n'empêche pas une grande diversité. Malgré la densité d'occupation de l'espace, de nombreuses parties de la ville présentent l'image de "villages réinventés" aux caractéristiques hybrides. Ces mégapoles informelles sont faites en réalité

---

<sup>67</sup> Peemans J.Ph., The many stakes and challenges of another look at the informal sector in: Hillenkamp I., Lapeyre F., and Lemaître A., eds., *Securing Livelihoods, Informal Economy Practices and Institutions*, Oxford, Oxford University Press, 2013, p.274-291

de centaines de quartiers, dont tous ont une identité, construite par leurs habitants et souvent connues d'eux seuls, tant pour ses aspects négatifs que positifs. D'une certaine manière on peut dire que ce sont les "nouveaux territoires de la sociabilité populaire".

Les acteurs populaires existent, leur place dans la ville et dans les campagnes est réelle. Les populations, abandonnées à elles-mêmes par les élites globalistes de l'accumulation, prennent des initiatives pour survivre, pour s'organiser, s'entraider, trouver de nouvelles formes de solidarité qui pouvaient faire face à la crise sociale structurelle et aux besoins les plus immédiats en termes de santé, hygiène, habitat, alimentation. La forme d'organisation dominante de ces initiatives sont des associations, des mutuelles, des coopératives de caractère informel. Ces activités se déploient toujours à l'échelle locale, à l'intérieur des quartiers des mégapoles, des villes moyennes, ou des villages. Le développement local repose sur l'élaboration d'une autre manière de vivre au village ou dans le quartier urbain : il s'enracine essentiellement sur l'invention d'un nouveau lien social au village et à la ville. Ces réalités ont pu être observées tant en Afrique, qu'en Amérique latine, et en Asie du Sud et du Sud-Est.<sup>68</sup>

La vitalité de l'économie populaire urbaine est bien une réalité dans la plupart des villes latino- américaines, asiatiques et africaines. L'économie populaire est à la fois encerclée par la logique de globalisation et ensérée dans un contexte particulier, celui d'un milieu de vie urbain ou rural dont elle assure la reproduction comme milieu de vie. Il y a à prendre en considération toute une sociabilité de réseaux, plus ou moins contextualisée dans des territoires, mais qui sont bien insérés toujours d'une manière ou d'une autre dans une continuité historique et dans la continuité d'un espace de vie urbain ou rural. Ce point a été illustré dans la partie II de la présente communication par des exemples tirés de l'évolution des rapports entre le rural et l'urbain en Asie du Sud-Est avec notamment le rôle de la nouvelle « paysannerie hybride » dans cette recomposition.

On peut donc dire que dans les divers Suds, les réalités des relations villes-campagnes sont beaucoup plus complexes et contradictoires que ne le

---

<sup>68</sup> Peemans J.Ph., Territoires et mondialisation : enjeux du développement, Editorial, in Alternatives Sud, Vol.15, 1, 2008, p.7-38

laissent supposer les lectures normatives de la modernisation et de la globalisation. Mais il n'empêche que les réalités de l'économie populaire urbaine ne peuvent pas masquer les inégalités extrêmes de richesse et de pouvoir qui traversent les relations entre les réseaux de "nantis" et les acteurs de l'économie populaire, et qui définissent les conditions de la production du territoire urbain. Le développement local y est marqué par des contradictions et des tensions de plus en plus violentes que les logiques de réseaux peuvent atténuer mais pas résoudre.

Les stratégies des acteurs globaux ne sont pas les seules réalités urbaines à prendre en compte et les autres composantes de la réalité urbaine ne sont pas seulement passives. Le contexte de changement accéléré de l'Asie du Sud-Est peut une fois encore illustrer cette situation.

La démarcation est de plus en plus nette entre ces deux types d'acteurs en Asie du Sud-Est, avec l'expansion rapide d'une classe moyenne liée aux performances de la croissance économique gouvernée par les normes des acteurs globaux. Selon l'étude déjà citée de P. Chatterjee, après deux ou trois décennies de croissance économique forte, ces acteurs ont atteint une position hégémonique dans la plupart des pays asiatiques. Il en résulte une intolérance croissante de ces classes moyennes urbaines à l'égard du secteur informel urbain. Un sentiment vague mais puissant semble prévaloir parmi la bourgeoisie urbaine que la croissance rapide sera résoudre tous les problèmes de la pauvreté et l'inégalité des chances, et que dès lors il ne faut plus tolérer les activités parasites du secteur informel, qui menace l'ordre public. Il y a donc non seulement une démarcation, mais de plus en plus une dynamique de conflits qui est une réalité visible, soit déjà au niveau national comme en Thaïlande, soit le plus souvent au travers de multiples réalités locales, entre autres en Indonésie et aux Philippines. L'aspect « territoire » est très important dans ces conflits, tant en région urbaine que en région rurale. Les « classes moyennes » urbaines veulent marquer leur territoire urbain et soutiennent les politiques de « nettoyage » des espaces d'économie populaire, pour les remplacer souvent par des projets qui manifestent la volonté de « modernisation » et de « globalisation » des classes moyennes.<sup>69</sup>

---

69 PETERS R., *The Assault on Occupancy in Surabaya: Legible and Illegible Landscapes in a City of Passage*, *Development and Change* 40(5), 2009, p. 903–925

En outre, l'agressivité de ces classes moyennes en Asie du Sud-est ne se borne pas à une volonté d'hégémonie sur l'espace urbain. Elle se traduit aussi par leur volonté de conquérir des « territoires » ruraux qu'elles veulent redessiner en fonction de leurs intérêts économiques, résidentiels voire récréatifs, comme les parcours de golf. Ils viennent s'ajouter aux accaparements liés aux expropriations massives de millions d'hectares de terres et de forêts pour mettre en œuvre des méga-projets de cultures industrielles ou de cultures vivrières industrialisées. Cela a concerné aussi bien les plantations d'agro-combustibles, que celles d'hévéas, d'oléagineux divers, voire de cultures destinées à l'alimentation humaine et animale. Leur impact a été énorme sur la géographie de l'Asie du Sud-Est. Cela s'est traduit par une nouvelle phase de dépossession massive de la paysannerie et de communautés dites indigènes. Cette dépossession a concerné non seulement les terres, mais aussi les forêts, le sous-sol et les ressources aquatiques.<sup>70</sup>

Ces phénomènes sont évidemment tout à fait fonctionnels par rapport aux exigences toujours plus exorbitantes de diverses catégories d'acteurs globaux poussés par la seule recherche du profit maximum. Comme l'insécurité dans l'accès aux ressources devient une préoccupation majeure des économies capitalistes, avancées ou émergentes, cette insécurité même crée les conditions de nouvelles sources d'activités rentables. Leur mise en œuvre passe par la dépossession massive de ressources destinées jusque-là à assurer la sécurisation des conditions de vie d'acteurs relativement faibles, comme les paysanneries locales.

Une approche en terme de conflits d'acteurs semble donc de plus en plus pertinente pour analyser les interactions croissantes entre régions rurales et urbaines en Asie du Sud-Est. Ces conflits sont et seront de plus en plus au cœur d'une économie politique du développement rural durable en Asie du Sud-Est. Et c'est dans ce cadre que doivent s'évaluer les enjeux de l'avenir d'« un mode paysan de développement durable » en Asie du Sud-Est.<sup>71</sup>

---

<sup>70</sup> Diverses communications présentées au FSM de Dakar en février 2011, ont estimé ces expropriations réalisées depuis le début des années 2000 à une superficie variant entre 40 et 60 millions d'hectares

<sup>71</sup> PEEMANS J.Ph., A political economy of rural development in South East Asia in relation with the many versions of the disappearance of the peasantry, Hanoi, Hanoi University of Agronomy, CIRRD-GRAESE Studies, 6, 2013

On a déjà évoqué ci-dessus le potentiel offert par l'agro-écologie pour consolider une économie paysanne forte. De nombreux arguments ont été avancés récemment pour soutenir ce choix. L'intensité en travail et la complexité des tâches d'une gestion agro-écologique est liée à la diversité et la complémentarité des différentes des cultures qui sont la base d'une exploitation de ce type, et les petites unités de production apparaissent bien mieux préparées pour effectuer le passage vers une agriculture respectueuse des écosystèmes.

Cependant de nombreux obstacles se dressent devant ce changement possible. D'une part il y a la dérive technocratique, comme dans toutes les questions liées à l'environnement, avec l'accent mis sur les composantes techniques d'une gestion agro-écologique, avec le rôle possible des grandes exploitations dans une gestion performante de ces synergies. D'autre part il reste avant tout la question même de la priorité donnée pratiquement partout au « modèle fermier de modernisation » intégré aux chaînes de valeur mondialisées sous le contrôle des grands groupes agro-industriels Ces acteurs sont constitués en puissants lobbies soutenus par les politiques agricoles des Etats, et ils sont bien là pour rester . Donc quand on parle de « modèle paysan », le réalisme oblige à voir qu'il ne pourra s'affirmer à l'avenir que comme une des composantes des systèmes agraires, de poids variable selon sa capacité de s'imposer dans divers contextes nationaux.<sup>72</sup>

Un secteur viable d'économie paysanne ne pourrait cependant s'affirmer qu'à travers la consolidation d'un « secteur d'économie sociale associative » capable de soutenir la diversification de l'économie rurale, d'offrir de nouvelles sources d'emploi et une amélioration visible des conditions de vie des villages. Pareil secteur devrait pouvoir renforcer les associations informelles créées par les populations locales. Depuis le démantèlement des coopératives paraétatiques, dans les années 1980, cependant, une multitude d'organisations de producteurs ont émergé, établies à l'initiative des agriculteurs et généralement sans le soutien des autorités gouvernementales et même face à la résistance de leur part. Il a été estimé que 250 millions d'agriculteurs dans les pays du Sud appartiennent à de telles associations informelles.

---

<sup>72</sup> DOUWE van der PLOEG J., 'The peasantries of the twenty-first century: the commoditization debate revisited', *Journal of Peasant Studies*, 37: 1, 2010, p.1-30

On peut penser que c'est seulement dans le cadre d'un « secteur d'économie sociale associative » soutenu par l'Etat que l'on pourrait voir se mettre en place une agro-écologie paysanne viable. D'abord parce que selon les principes mêmes de l'agro-écologie celle-ci repose sur les échanges d'expériences entre paysans, et que des réseaux associatifs bien organisés peuvent amplifier considérablement ce processus. Ensuite parce que seule une organisation collective peut améliorer le pouvoir de négociation des producteurs associées face aux acteurs dominants de la chaîne de valeur, et empêcher que les bonus éventuels apportés par l'agro-écologie ne soient confisqués par eux.<sup>73</sup>

En outre un « secteur social de l'économie associative » peut jouer un rôle de premier plan dans la construction territoriale du développement. D'abord au niveau rural lui-même puisque en symbiose avec une activité agro-écologique il peut soutenir l'émergence de nouveaux paysages ruraux basés sur la diversification et la polyculture qui sont l'antithèse des paysages de la spécialisation et de la monoculture portées par le « modèle fermier de modernisation ». Ensuite parce que des réseaux associatifs d'agro-écologie paysanne peuvent s'insérer naturellement comme une nouvelle composante des réseaux séculaires rural-urbain de l'économie populaire. Donc ils illustrent bien ce que on entend par approche « socio-morphologie » d'une recomposition des rapports entre le rural et l'urbain. La « paysannerie pure » à laquelle se réfère le mouvement Via Campesina ne sera certainement pas le seul acteur de l'agro-écologie du futur. Un « secteur d'économie sociale associative » offrira des opportunités de coopération entre « paysannerie pure » et « paysannerie hybride » au niveau des villages.

Si l'on accepte l'idée que les « paysanneries hybrides », un pied à la campagne, un pied à la ville, seront à l'avenir des acteurs de plus en plus visibles des relations entre le rural et l'urbain, alors on peut dire que ils seront aussi les acteurs de l'émergence de nouveaux types de « paysages hybrides » mi ruraux, mi urbains qui seront bien différents de ceux de la vision de la « ville diffuse », sans visage et sans frontières. Ils pourront notamment faire partie des circuits courts de réseaux de coopératives de

---

<sup>73</sup> PEEMANS J.Ph., The place of "a peasant way of development" in the search for sustainable rural development in South East Asia, in Lebailly Ph., Peemans J.Ph., Vu Dinh Ton, eds., Rural Development and Small farmers in South East Asia, Editions du Graese, Gembloux-Hanoi, 2014, p.341-361



consommateurs urbains articulées à des réseaux de coopératives de producteurs du secteur agro-écologique qui peuvent contribuer à définir les contours d'une nouvelle morphologie villes-campagnes. Elle s'inscrirait dans la mise en œuvre d'une politique agricole intégrée donnant la priorité à l'appui d'une bonne articulation des marchés ruraux et urbains et entre les associations de petits producteurs et les associations de consommateurs urbains).

En théorie cette évolution pourrait s'inscrire aussi dans les scénarios dits des « corridors verts » (green corridors) dont la formulation a été élaborée d'abord aux Pays-Bas dans les années 1990. Ils sont apparus dans le cadre de la recherche de nouvelles relations entre développement et environnement. Pour ce courant néerlandais les tendances à la « croissance urbaine incontrôlée » sont incompatibles avec la recherche du développement durable. Les composantes de la « ville diffuse » non durable sont reliés par des corridors à fonction purement économique et axés sur la vitesse des flux. Au contraire, selon ces urbanistes il faut mettre en place des « corridors verts » accomplissant une pluralité d'objectifs (corridors écologiques, réseaux d'eau, transports ferroviaires lourds, réseaux de tramways légers) qui devraient faire partie du processus d'intégration des couloirs autant que la fonction économique pour évoluer vers un « paysage du système urbain ». <sup>74</sup>

L'idée centrale est de chercher de nouvelles combinaisons de développement urbain et rural et de permettre le développement d'un « système urbain » qui ne peut être réduit à la « ville compacte ». Il s'agit d'articuler des paysages de différentes densités : les paysages de la ville historique dense et les paysages des zones urbaines semi-urbaines et rurales. Ce système urbain est conçu comme un « paysage urbain », qui cherche à intégrer tous les composants des « réseaux verts » dans la redéfinition des relations entre les zones urbaines et rurales, y compris de nouvelles formes d'agriculture extensive: « les fonctions vertes » ne doivent pas se limiter aux zones rurales. Le système urbain doit intégrer « les structures spécifiques du paysage d'une région ». Il faut bien souligner que pour ce courant la mise en œuvre de ces « paysages urbains » doit se faire à travers un renouvellement des règles de la planification territoriale

---

<sup>74</sup> HIDDING M., TEUNISSEN A.T., Beyond fragmentation: new concepts for urban-rural development, *Landscape and Urban Planning*, 58, 2002, p.297-308

urbaine et rurale qui ont joué un rôle central dans l'urbanisme néerlandais post WWII. Rien à voir donc avec le seul jeu du marché. Ces idées novatrices ont suscité beaucoup d'intérêt et de débats tant au Nord que au Sud, ou elles ont inspiré quelques tentatives de réalisation.<sup>75</sup>

On peut citer notamment au Vietnam, les recherches concernant un plan de développement à long terme de la région de Hanoi L'idée d'une « ceinture verte » a été présente dans ce plan à long terme commandé à la fin de la précédente décennie, à un consortium international de cabinets d'architecte associé à une institution vietnamienne (VIAP). Le plan a proposé à l'horizon 2030-2050 une ville durable centrées sur un « corridor vert » qui couvrira 60 % de la superficie de la nouvelle capitale, laissant 40 pour cent pour un développement urbain intensif. Deux-tiers de la zone du corridor vert seront strictement protégés contre le développement industriel et commercial, tandis que le développement dans le reste de cette région sera conforme à son caractère « vert ». La zone d'aménagement urbain est partagée également entre les villes nouvelles et les zones urbanisées existantes. Ce plan est calculé pour permettre le développement durable d'une ville avec 10 millions d'habitants en 2030. Dans les faits ce plan a rencontré beaucoup de critiques au Vietnam et à l'étranger, et sa mise en œuvre semble fort problématique.<sup>76</sup>

Par contre la péri-urbanisation de Hanoi se poursuit à un rythme effréné avec la construction de ponts gigantesques ,d'autoroutes de pénétration à six bandes de circulation, de nouveaux condominiums faits d'immeubles résidentiels de plusieurs dizaines d'étages, d'immenses centres commerciaux affichant le luxe le plus clinquant . La dimension verte semble se résumer à la plantation de quelques milliers d'arbres le long ou sur la berme centrale des autoroutes, tandis que le « vert traditionnel » des rizières est transformé en friches à l'abandon, et que chaque années plusieurs villages sont rasés de la carte pour faire place à une nouvelle bretelle routière, un zoning industriel, un projet immobilier voire un terrain de golf.

---

<sup>75</sup> PEEMANS J.Ph. et De RIJCK K., *Mobilité et Paysage*, Presses Universitaires de Louvain, 2004,

<sup>76</sup> NGO T. Hai, *Urban Development Strategy for Vietnam Cities System to 2050*, International Conference on Eco2 Cities, and Workshop for East Asia Pilot Eco2 Cities October 20-23, 2010 in Yokohama, Japan

Cette réalité oblige à souligner les limites d'une approche purement technocratique des relations urbain-rural, y compris en essayant d'y intégrer des objectifs environnementaux ambitieux, comme dans le cas du courant des « green corridors ». Ceux-ci, parallèlement à la dérive technocratique de l'agro-écologie dans le domaine rural, complexifient le nombre d'« objets » à prendre en considération pour définir des villes durables. Mais leur échec relatif montre que il est assez futile de vouloir parler de « paysages hybrides » sans prendre en compte les « acteurs hybrides » que l'on veut maintenir dans l'invisibilité ,malgré leur présence toujours plus manifeste.

Un autre exemple récent de cette cécité volontaire est le dernier rapport de l'Asian Development Bank consacré à l'urbanisme asiatique du futur. Dans cet ouvrage, auquel ont contribué des dizaines d'experts de diverses disciplines, la durabilité est définie essentiellement en terme d'économie d'énergie déclinée en immeubles passifs, en voitures électriques et autres avatars d'« énergie verte ».Mais ce qui est frappant c'est que les nombreuses images de synthèse censées montrer la ville verte du futur représentent des forêts de « tours iconiques » (un immeuble a droit à ce titre prestigieux seulement s'il dépasse les quarante étages) enserrées dans des entrelacs d'autoroutes à plusieurs niveaux, et parsemées de quelques espaces verts à caractère plus ou moins tropical. Mais on n'y décèle pas la moindre présence humaine, comme si le grouillement humain typique des « villes denses » asiatiques d'aujourd'hui n'avait pas plus d'avenir que la paysannerie des clichés modernisateurs.<sup>77</sup>

Il ne faut pas s'y tromper. Ces images froides du futur urbanisme vert des élites globalistes est révélateur de l'offensive d'une nouvelle vague de « modernisation verte » encore plus autoritaire, voire totalitaire, que les précédentes. On se bornera ici à citer les exemples de deux cas en train de mettre en scène les ambitions des élites globalistes.

Le premier cas est le nouveau plan d'urbanisation accélérée proposé par le gouvernement chinois en 2014. Ce plan a des ambitions gigantesques au nom du retard supposé de la Chine en terme d'indicateurs de modernisation urbaine. Seulement 53% de la population est urbanisée, et il est proposé de porter ce taux à 60% en 2020, ce qui

---

<sup>77</sup> Asian Development Bank, Green Urbanization in Asia, Key Indicators for Asia and the Pacific 2012

suppose le déplacement de 100 millions de ruraux vers d'anciennes ou nouvelles villes.<sup>78</sup>

Le plan n'a certainement rien à voir avec une préoccupation de réinventer les relations entre campagnes et villes. Au contraire le relogement se fera selon les normes de l'urbanisme vertical qui définit l'espace urbain chinois d'aujourd'hui, tandis qu'il est affirmé que le transfert des populations rurales permettra non seulement un remembrement des terres au bénéfice des producteurs agricoles orientés vers une agriculture à haute productivité, mais aussi une meilleure protection de l'environnement. Le tout est supposé pouvoir contribuer à relever le taux de croissance qui faiblit. Le gâchis social et environnemental prévisible engendré par cette politique est particulièrement affligeant dans un pays où la paysannerie-hybride se compte en centaine de millions de gens, et où la créativité de l'économie populaire rural et urbaine est particulièrement dynamique.<sup>79</sup>

Le second exemple est le plan de modernisation radicale du rural et de l'urbain mis en place par les autorités du Rwanda. Ce plan a pour but affirmé de transformer complètement le paysage rural à travers une politique de villagisation forcée et de remembrement des terres agricoles au bénéfice des fermiers les plus performants, rigoureusement encadrés par des équipes de moniteurs agricoles omniprésents pour en œuvre des exploitations basées sur des monocultures spécialisées par région. Cette vision invoque aussi des arguments environnementaux comme la lutte contre l'érosion et le déboisement attribué aux pratiques de la petite agriculture. Cette politique aboutit évidemment à une marginalisation accélérée d'une petite paysannerie dépossédée de ses terres et laissée à elle-même. La politique urbaine elle aussi vise la rationalisation du foncier urbain et la promotion d'un urbanisme géométrique, visant l'éradication des quartiers populaires, réduits au rang de bidonvilles à éliminer pour raison d'hygiène et de sécurité publiques.<sup>80</sup>

---

<sup>78</sup> MAHER J. and XIE P., *China's New Urbanization Plan: Obstacles and Environmental Impacts*, NRDC Beijing's Sustainable Cities Essays, Beijing, May 2014

<sup>79</sup> He Xuefeng, *The Regional Variation of Rural Governance and the Logics of Peasant Action*, *Chinese Sociology and Anthropology*, vol. 41, no. 1, Fall 2008, pp. 10–29

<sup>80</sup> ANSOMS A. et al., *Habitat Concentration, Land Consolidation and Collective Marshland Cultivation*, in Ansoms A. et Hilhorst Th., eds, *Losing your Land*, op.cit., 2014, p.163-185;

L'expérience récente de la Thaïlande illustre elle un autre type d'évolution visant à limiter par la violence les avancées réalisées par les acteurs populaires urbains et ruraux pour défendre leurs droits. L'évolution de la Thaïlande dans les années 2000 est particulièrement intéressante de ce point de vue, parce qu'elle montre un paysage politique marqué non plus seulement par les conflits intra-élites à l'intérieur du projet modernisateur, mais aussi par l'impact de l'émergence d'acteurs populaires relativement autonomes sur les conflits entre élites. Le processus politique du pays a été bouleversé par l'arrivée au pouvoir, en 2001, du parti Thai Rak Thai (TRT) et de son leader, le tycoon milliardaire, Thaksin Shinawatra, décidé à mobiliser les votes des masses rurales à travers une politique d'amélioration des infrastructures, de la santé, de l'éducation, des fournitures des services de base en région rurale.<sup>81</sup>

Cette politique a reçu un accueil positif d'une grande partie du monde rural. Elle a entraîné une inclusion de ce dernier dans la scène politique monopolisée jusque-là par les luttes de faction intra-élites. Les élites ont réagi très négativement à cette évolution, accusant le gouvernement Thaksin, non seulement de populisme, mais de dilapidation des fonds publics pour des objectifs contraires aux exigences de la croissance et de la compétitivité de l'économie thaïe. Cela a abouti au coup d'État de 2006, renversant Thaksin, et à la crise politique permanente qui s'en est suivie. Les élites urbaines se sont mobilisées de manière de plus en plus radicale et violente pour exiger la fin des réformes entreprises par Thaksin, à travers le mouvement dit des « chemises jaunes ».<sup>82</sup>

À l'inverse, le monde rural s'est lui mobilisé pour défendre les réformes et exiger le retour du Premier ministre déposé. Cela a mené à l'occupation, en 2010, du centre de Bangkok par leur mouvement des « chemises rouges ». Sa répression par la force armée n'a pas mis fin durablement aux mouvements de protestation qui ont continué à se manifester. Le retour au pouvoir du clan Thaksin a replongé la Thaïlande dans un état

---

MANIRAKIZA V., The struggle for Space in the Rwandan Urban Context, *ibidem.*, 2014, p.186-203

<sup>81</sup> MENKHOFF L. and RUNGRUXSIRIVORN O., (2011), Do Village Funds Improve Access to Finance? Evidence from Thailand, *World Development*, Vol. 39, No. 1, p.110–122

<sup>82</sup> CHAROENSIN – O-LARN C., (2010), THAILAND in 2009, Unusual Politics Becomes Usual, *Southeast Asian Affairs 2010*, Institute of South East Asian Studies, 2010, p.304-334

d'instabilité permanente en 2013-2014, jusqu'à la reprise du pouvoir par l'armée, clairement déterminée à défaire le mouvement populaire.<sup>83</sup>

L'expérience thaïlandaise des années 2000 montre clairement que les différentes couches de l'élite ancienne et nouvelle sont bien décidées à défendre par n'importe quel moyen leurs intérêts et leur pouvoir. Elle met en évidence la nature des conflits très violents entre les élites dirigeantes et un mouvement populaire, désormais conscientisé et organisé qui exige sa place et la reconnaissance de ses intérêts dans le système politique. Le fer de lance de ce mouvement populaire n'est rien d'autre que ceux que l'on a appelé ci-dessus les nouveaux acteurs populaires hybrides, composés en grande partie des paysans ouvriers circulant entre les villes et les campagnes. La situation de la Thaïlande préfigure sans doute l'évolution future de la plupart des pays de l'Asie du Sud-Est. L'enjeu central se trouve du côté de la recomposition des rapports de force entre acteurs de l'« économie politique » et de la « socio-morphologie » du développement.

Le déferlement et la violence de cette nouvelle vague anti-paysanne, ne devrait cependant pas occulter les myriades de projets, d'initiatives et d'expériences qui émergent dans des contextes locaux les plus divers, et qui ébauchent les contours d'une recomposition possible des relations entre acteurs et territoires urbains et ruraux. Certaines de ces réalités s'inspirent d'expériences historiques anciennes comme celles des cités-jardins et des jardins ouvriers qui ont marqué au Nord l'avènement éphémère d'une urbanité populaire dans les années 1920-1930, mais condamnés après WWII par les acteurs de l'urbanisme modernisateur de l'époque exaltant les vertus de l'architecture verticaliste pour « loger les masses » au moindre coût.

Les multiples réalisations d'agriculture urbaine et péri-urbaine dans de nombreuses mégapoles du Sud sont d'une certaine manière une réinvention de ces expériences dans des contextes nouveaux. Beaucoup tentent précisément d'inventer de nouvelles formes d'intégration entre le rural et l'urbain, particulièrement celles qui s'inscrivent dans l'une ou

---

<sup>83</sup> PEEMANS J.Ph., Démocratie, violences et place de l'État dans la modernisation en Asie de l'Est et du Sud-Est, in M.de Nanteuil et L. Munera Ruiz (dir.), La vulnérabilité du monde, Démocraties et violences à l'heure de la globalisation, Presses Universitaires de Louvain, Louvain-la-Neuve,2013, p.223 -238

l'autre forme d'agro-écologie extensive. Ces projets participent à l'esquisse de nouveaux « paysages hybrides » donnant leur place à de nouveaux acteurs parmi lesquels la « nouvelle paysannerie hybride ».

Cependant dans la phase actuelle on doit bien constater que ces expériences restent limitées et fragmentaires. Elles ne sont pas portées par des coalitions d'acteurs semblables au mouvement Via Campesina, centré sur la « paysannerie pure » et pour qui la reconstruction d'un rural paysan durable reste la préoccupation majeure. Dans la déliquescence actuelle du système ONU, on ne voit pas non plus poindre une nouvelle version d'un agenda 21 du développement rural-urbain qui prendrait le relai des premières versions qui ont eu le mérite d'impulser il y a vingt ans de nombreuses initiatives de développement urbain durable, centrés essentiellement sur la rénovation de la « ville dense ».

Les « paysages hybrides » du rural et de l'urbain seront cependant ceux de l'avenir là où s'imposeront des coalitions d'acteurs capables de les porter comme projet politique. En fait ces paysages hybrides sont une concrétisation de ce qui est appelé maintenant les « new commons » remettant en valeur les formes collectives de droits de propriété et d'usage. Ce concept renvoie à celle de territoire et surtout à l'articulation entre acteurs et territoire. Basé sur une myriade d'initiatives locales ils incluent les systèmes de mutualisation d'accès à la terre, de certification participative, de mise en coopérative, etc.<sup>84</sup>

Dans cette perspective ce n'est pas le marché qui pourra mettre en œuvre pareil mode de développement durable. Seul l'Etat peut mettre en œuvre un cadre institutionnel approprié à la mise en œuvre des « new commons » articulant « paysages hybrides » et acteurs hybrides, par exemple à travers la reconnaissance de « chartes de développement local » créant les conditions d'un partenariat efficace entre d'une part les associations rurales et urbaines porteuses de projets de développement rural-urbain et d'autre part un Etat décidé à soutenir et encadrer ces initiatives.

L'élaboration de « chartes locales et régionales de développement durable » peut être un instrument concret de mise en œuvre des droits

---

<sup>84</sup> Verhaegen E., Tragédie des communs et communs de la tragédie, in Silva-Castaneda L. et al., Au-delà de l'accaparement, Ruptures et continuités dans l'accès aux ressources naturelles, Peter Lang, Bruxelles, 2014, p.25-56

positifs, comme droits collectifs liés à la construction matérielle de territoires, base d'identités culturelles diverses. Dans cette optique, le développement est conçu comme une reconstruction de l'espace public et des libertés collectives, qui suppose l'incorporation d'objectifs diversifiés qui ne peuvent se résumer à une comptabilité en terme de croissance.<sup>85</sup>

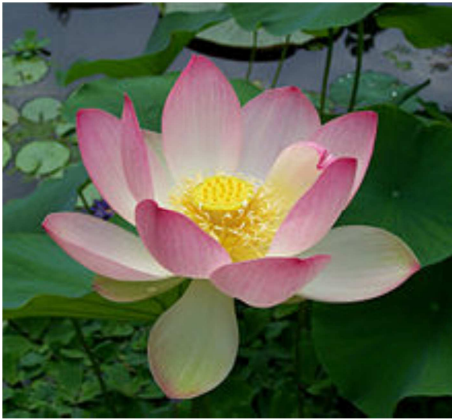
Cependant la prise en compte d'une approche en terme d' «économie politique » et de socio-morphologie » permet d'éviter tout optimisme ou tout angélisme dans ce domaine. La morphologie des territoires durables restera bien l'enjeu de conflits, sans doute toujours plus violents, entre les acteurs dominants pour qui les territoires ne sont que des espaces de mobilisation de ressources matérielles et humaines pour les incorporer dans les normes de l'accumulation nationale ou globale, et les acteurs historiquement dominés ,mais de plus en plus indociles, pour qui les territoires sont à la fois des éco-systèmes à préserver et des lieux de vie , base de la sécurité d'existence, de l'identité, de la qualité de vie et des libertés d'une collectivité donnée.

---

<sup>85</sup> Keating M. and Loughlin J., eds., *The Political Economy of Regionalism*, Frank Cass, London, 1997



## GRAESE : Groupe de Recherches Asie de l'Est et du Sud Est



Le **GRAESE** (Groupe de Recherches sur l'Asie de l'Est et du Sud Est) regroupe des chercheurs concernés par les problèmes du développement en Asie Orientale et Sud Orientale. A son origine se trouvent des académiques et des chercheurs ayant participé à des projets de recherche, d'enseignement et de coopération dans cette région du monde depuis le milieu des années 1990. En Belgique, ces activités ont associé, dès le début, des chercheurs de l'UCL, des FUSAGX, et de l'ULG qui poursuivent une coopération régulière depuis une quinzaine d'années. En Asie ces activités ont concerné un grand nombre de chercheurs et d'académiques de diverses universités et institutions vietnamiennes, laotiennes, cambodgiennes, thaïlandaises et chinoises. L'Université Agronomique de Hanoi (UAH) est un partenaire privilégié depuis le début. Ces activités ont concerné particulièrement les projets de développement agricole, les composantes socio-économiques du développement rural, les rapports villes-campagnes et les politiques affectant ces différents domaines. En outre plusieurs thèses de doctorat ont été réalisées dans le cadre de ces activités, et sous diverses formes de partenariat entre les universités belges et asiatiques concernées. Le **GRAESE** vise à donner une meilleure visibilité à ces diverses activités, à faciliter la circulation de l'information entre les chercheurs et centres de recherches concernés, et à appuyer et soutenir l'intérêt en Belgique et en Europe pour les problèmes du développement asiatique dans un public plus large.

En pratique le **GRAESE** a pour objectif :

- 1) de stimuler la recherche interdisciplinaire concernant les problèmes et les enjeux du développement en Asie orientale et sud orientale
- 2) de publier sous forme de Working Papers (format papier ou online) des résultats de recherche liés aux projets en cours et aux questions concernant les diverses thématiques du développement appliquées à l'Asie orientale et sud-orientale, avec une attention particulière aux thèmes évoqués ci-dessus.
- 3) de réaliser des publications scientifiques de divers types concernant ces problèmes et réalisées par des chercheurs des différents centres partenaires en Europe et en Asie.
- 4) de fournir un lieu de rencontres entre chercheurs concernés par ces thèmes, particulièrement dans le cadre des doctorats en cours.
- 5) d'organiser des activités d'enseignement et d'information sur les problèmes du développement de l'Asie de l'Est et du Sud Est, notamment à travers l'organisation de conférences et séminaires donnés par des académiques et chercheurs asiatiques de passage en Belgique.

En Belgique les activités du **GRAESE** sont coordonnées par Ph.Lebailly (UEDR-Gembloux-ULg) et J.Ph.Peemans (CED-UCL). Le secrétariat du **GRAESE** est assuré par l'UEDR.

**Centre d'Etudes du Développement, UCL, Louvain la Neuve**

**Unité d'Economie et Développement rural, Gembloux Agro-Bio Tech, ULG**

**Centre for Interdisciplinary Research on Rural Development (CIRRD), Hanoi University of Agriculture (HUA)**

<http://www.hua.edu.vn/trungtam/graese/>